

A bas la terreur raciste!

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

15 mars -- La réaction raciste est en marche dans ce pays, alimentée par la campagne du gouvernement de front populaire contre les grévistes maghrébins et africains de Citroën, Aulnay et de Renault, et posant à brûle-pourpoint devant le mouvement ouvrier la question de la défense des droits démocratiques des immigrés. La lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés trace la ligne entre le social-chauvinisme réformiste et l'internationalisme prolétarien!

Et le sort de cette "classe dangereuse"

est toujours la terreur policière quotidienne. Après avoir, avec force publicité, "abolli" la peine de mort, le gouvernement, en donnant le feu vert aux "contrôles" policiers, l'a réintroduite par la petite porte. "Aujourd'hui Nacer M'Raidi, de-
Suite page 11



19 février -- Manifestation en banlieue parisienne en soutien à Nacer M'Raidi, jeune immigré frappé à la tête d'une balle tirée par un flic.



Révolution ouvrière au Salvador!



Les héroïques combattants salvadoriens veulent vaincre, pas se faire vendre à la table de négociations.

12 mars -- La guérilla salvadorienne continue de progresser. Même si les insurgés de gauche ont dû, pour le moment, se retirer de Berlin en face des bombardements aériens de terreur, l'armée de la junte sanguinaire commence à s'effriter. Comme la guérilla offre la vie sauve aux soldats de l'armée régulière, des centaines d'entre eux se rendent avec armes et bagages.

Reagan, proposant l'envoi de 10 conseillers américains supplémentaires et une aide militaire additionnelle de 60 millions de dollars, a mis les points sur les "i": "Si le Salvador tombe, aucun pays d'Amérique centrale ne sera en sécurité, et notre sécurité elle-même en sera affectée" (*le Monde*, 10 mars). Pour lui, derrière le soulèvement des masses, il y a la main conspiratrice de Moscou, "le centre du mal dans le monde moderne". Une aide militaire massive pour empêcher l'écroulement de la junte sanguinaire n'est que le début de sa campagne pour "refouler" -- et ensuite annihiler dans un holocauste nucléaire -- Cuba, l'URSS et tous les pays où le capitalisme a été renversé.

D'autre part, le voyage du pape en Amérique centrale faisait partie de la campagne impérialiste contre la junte sandiniste. Wojtyla est venu pour menacer les prêtres qui colla-

borent avec le gouvernement nicaraguayen et pour essayer de dresser ses "ouailles" contre le "collectivisme" -- une répétition générale avant son retour contre-révolutionnaire en Pologne. Mais Managua n'est pas Varsovie. L'homélie viscéralement anticommuniste du pape à la cathédrale de Managua s'est soldée par un cuisant et humiliant échec: "Pouvoir populaire" lui ont répondu des dizaines de milliers de personnes. Après cette provocation antisandiniste de Wojtyla, cela pourrait bien être le tour des Marines, le goupillon bénissant le sabre de la guerre froide.

Et la carte militaire n'est pas le seul moyen dont disposent les impérialistes. La tournée d'Antoine Blanca, ambassadeur itinérant de la France pour l'Amérique latine, en Amérique centrale en mi-février n'est pas sans rapport avec les succès des guérilleros salvadoriens! Estimant qu'une "victoire militaire de la guérilla au Salvador n'est pas à exclure", il réaffirme l'appui de l'impérialisme français à la "solution politique".

Blanca propose une stratégie de pression économique comme la meilleure façon de garder le Nicaragua sandiniste dans le giron capitaliste: "une forte présence de la France peut contribuer à un non-alignement réel de ce pays" (*le Monde*, 27-28

février). Pour le Salvador, Mitterrand fait campagne pour un "partage" du pouvoir entre les rebelles et la junte -- qui laissera intactes les bandes de tueurs du major d'Aubuisson et permettra à la bourgeoisie de massacrer à nouveau les ouvriers et paysans. Sa "solution politique" perfide est dans la droite ligne de son anticommunisme et de son antisoviétisme. Ses divergences avec son allié Reagan en Amérique centrale ne sont que tactiques: les deux compères sont d'accord pour endiguer la révolution sociale dans la région et mènent une campagne belliciste contre l'URSS.

Les menaces impérialistes incessantes contre le Nicaragua visent aussi Cuba et l'Union soviétique. Plus que jamais la défense de Cuba et de l'URSS commence au Salvador! En avant vers San Salvador! Victoire militaire aux insurgés de gauche salvadoriens! Non à la solution négociée! Pour une fédération socialiste de l'Amérique centrale!

LES INSURGÉS DE GAUCHE A L'OFFENSIVE

L'offensive rebelle qui a commencé en octobre dernier a culminé dans la prise de Berlin, la deuxième ville
Suite page 4

Anticommunisme

Le PCI en flagrant délit à Nantes

Les luttes tant des sidérurgistes de Lorraine que des OS de Renault et Citroën ou des mineurs de Carmaux ont confirmé l'urgence nécessaire pour les révolutionnaires de tracer la voie de la mobilisation ouvrière indépendante à l'égard de ce gouvernement d'austérité et de guerre froide. Ce qu'ont confirmé par contre les municipales c'est l'incapacité de la prétendue "extrême gauche" d'avancer cette perspective de classe. Que ce soient le bloc LO-LCR qui n'a offert aux travailleurs que de "se faire entendre" du gouvernement ou le PCI de Lambert qui a fait campagne pour que la majorité PS-PCF "respecte le mandat du peuple", tous n'ont visé qu'à faire pression sur le gouvernement de collaboration de classe de Mitterrand. Leur score municipal (en dépit de quelques rares conseillers municipaux d'"extrême gauche" élus) est en moyenne parmi les plus bas des dernières consultations électorales. Une nouvelle fois, le crime n'a pas payé.

Lambert constitua ses militants en multiples brigades pressant les candidats du PCF et du PS de se prononcer pour la vieille revendication démocratique bourgeoise (et raison d'être de la franc-maçonnerie) de la laïcité et pour une loi contre les licenciements. Lutter contre les pires maux du capitalisme grâce au parlement capitaliste. Un bel exemple de crétinisme parlementaire! (Mais le PCI fait aussi désormais

dans le crétinisme municipal; ainsi l'a-t-on vu dans le petit village de Torcy faire campagne, avec le soutien du PS, "pour l'entretien des rues, la réfection des trottoirs et de l'éclairage, pour la sécurité routière et piétonne", etc. [Informations ouvrières n°1095, 25 février-4 mars]. On ratisse "large au PCI!") En échange de quelques vagues promesses électorales d'usage pour la laïcité et contre les licenciements, le PCI retira ses listes dans une dizaine de communes au profit des listes de "gauche", allant même, comme à Bahren-lès-Forbach et Nantes, jusqu'à constituer des comités de soutien à des politiciens réformistes qui appuient sans réserve la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Mais c'est tout particulièrement à Nantes qu'est venu s'échouer l'opportunisme sans rivage du PCI. Il y a constitué une liste "Nantes d'abord" (à quand une liste nationale intitulée "France d'abord"?) qui n'est rien moins qu'un front populaire, et avec de bien sinistres alliés bourgeois: des notables locaux, habitués des listes de droite, comme la tête de liste, Routier-Preuvost, maire-adjoint du radical Morice de 1965 à 1977 où il s'est fait virer par la liste d'union de la gauche, et qui avant le 6 mars dernier n'excluait pas pour le second tour la possibilité de fusionner avec la liste de droite! Avec son cynisme habituel, le PCI a tout reconnu: "Nous plaçons volon-

tiers coupables (...)" (Informations ouvrières n°1093, 11-18 février), cherchant néanmoins à justifier cette injustifiable abjection par l'appartenance passée au PS de Routier-Preuvost et de ses amis. Leur passé est tout un programme. Ils firent partie de cette bande de politiciens sociaux-démocrates qui, après le congrès d'Épinay -- le congrès d'union de la gauche --, ont préféré se retrouver à la porte du PS plutôt que dans une alliance avec le PCF. En rompant avec le PS, ces notables ont rompu tout lien avec le mouvement ouvrier, et le parti que certains ont formé, le Parti social-démocrate dirigé par Hinterman, n'était rien d'autre qu'une formation bourgeoise qui, logiquement, se dirigera vers l'UDF. Et quand Hinterman, alléché par les victoires électorales du PS, réintégrera son parti d'origine, les Routier-Preuvost, viscéralement anticommunistes, refuseront de le suivre dans un parti allié au PCF. Accusant, comme tout réactionnaire, le PCF "de saper de l'intérieur les institutions républicaines", il dénonce "l'alliance du PS avec le parti qui proclame 'positive' l'abominable politique conduite en URSS depuis 65 ans par le parti de Lénine et de Staline" (Socialisme et liberté, janvier-février). Il faut dire que certaines déclarations anticommunistes de Routier-Preuvost comme quoi "le parti communiste n'est ni à droite, ni à gauche, il est à l'Est" (interview donné à FR3, rapporté dans Rouge n°1053, 4-10 mars) rappellent étrangement certaines analyses du PCI comme quoi le PCF n'est pas un parti ouvrier réformiste comme le PS, mais la "créature de Moscou". Ouest-France (10 février et 2 mars) rend compte du soutien officieux qu'apporte à "Nantes d'abord" l'union départementale FO; laquelle, dirigée par le vieil acolyte de Lambert, Hébert, est réputée pour être un bastion historique d'implantation du PCI. Cyniquement, le réformiste Lambert n'a fait rien d'autre qu'utiliser son influence (même limitée et partielle) parmi les travailleurs nantais pour s'allier, à des fins purement électoralistes et sur la base d'un commun anticommunisme, à des notables bourgeois locaux en quête d'un second souffle.

La campagne pour "Nantes d'abord" s'inscrit dans la logique de ce qu'est la politique du PCI depuis de nombreux mois. Concentrant presque exclusivement son tir sur Delors, qui lui sert de bouc émissaire, il ne s'oppose pas du tout à la collaboration de classe que représente ce gouvernement, lui donnant ainsi un alibi pour son programme d'austérité. La ligne de classe disparaît. Dans notre article "L'OCI roule pour Mitterrand -- Où mène la stratégie de 'front unique'" (Le Bolchévik n°25, mai 81), nous tracions la trajectoire politique du PCI (ex-OCI): "Le 20 mars dernier, l'OCI est enfin allée jusqu'au bout: elle a décidé d'appeler au vote Mitterrand dès le premier tour. Sa décision a levé les illusions qui pouvaient subsister de la campagne lambertiste pour l'unité". En 1974, l'OCI avait appelé dès le premier tour à voter Mitterrand soi-disant en tant que 'premier secrétaire du Parti socialiste', alors qu'il était en réalité le 'candidat unique' du front populaire. Cela constituait pour l'OCI un tournant significatif à droite; avec son soutien décisif au Parti socialiste portugais en 1974-75 [où l'OCI soutenait sans critique le PS de Soares, financé par la CIA, y compris sa campagne pour brûler les locaux du PC et son programme pour écraser les commissions ouvrières, soutenant ainsi ouvertement les forces militaires de la contre-révolution], cela représentait un signe manifeste qu'elle se transformait en organisation réformiste." La secte social-démocrate de Lambert n'est

sans doute pas arrivée au bout de sa dégénérescence.

LA PAILLE ET LA POUTRE

Les polémiques entre la LCR et le PCI rappellent souvent l'histoire de l'hôpital se moquant de la charité. Ainsi la LCR, qui accuse le PCI de mener une "politique de pression sur les appareils du PS et du PC" et de "laisser entendre que la coalition de collaboration de classes au gouvernement pourrait faire une autre politique, véritablement au service des travailleurs" (Critique communiste n°15, janvier), est la même organisation qui explique que ce gouvernement est "sensible à la pression des luttes" (Rouge n°1053, 4-10 mars) et qu'il s'agit d'"imposer au gouvernement une autre politique basée sur la seule satisfaction des besoins du plus grand nombre, c'est-à-dire des travailleurs" (Rouge n°1042, 10-16 décembre 1982)!?

Comme nous l'avons dit dans l'article déjà cité du Bolchévik: "Quiconque lit les polémiques de Rouge contre l'OCI devrait en conclure que l'OCI est une organisation réformiste. Pourtant la LCR est incapable de tirer cette conclusion parce que cela contredit sa conception de la 'famille des révolutionnaires' qui veut que toute l'"extrême gauche" soit ipso facto révolutionnaire, mais surtout parce que leurs points d'accord programmatique sont trop considérables." La LCR, centriste droite, peut bien se démarquer de la ligne trop grossièrement pro-Mitterrand du PCI et même se prétendre "la voix des travailleurs contre l'austérité", sa politique reste au fond dans le même cadre que celle du PCI de pressions parlementaires sur Mitterrand.

Pour la direction de la LCR, l'objectif dans ces élections était d'"augmenter le score de la gauche face à la droite"; ce qui l'a donc surtout indignée dans l'"affaire de Nantes", c'est le refus de Routier-Preuvost de se désister pour la "gauche" (cf. Rouge n°1052, 25 février-3 mars). Pour Krivine, le crime de Lambert à Nantes c'est d'avoir manqué à tous ses devoirs de rabatteurs de Mitterrand, pas d'avoir constitué un front populaire anticommuniste!

Pour nous, trotskystes, il est écoeurant d'entendre un Routier-Preuvost justifier ainsi son alliance avec le PCI: "Ils sont, certes, trotskystes, mais ce ne sont pas des staliniens." Les dirigeants du PCI ont prostitué leur "étiquette" -- en particulier sous prétexte d'"antistalinisme" -- au point de faire du "trotskysme" quelque chose d'acceptable pour un bourgeois anticommuniste! Non, le trotskysme ce n'est pas cette variété de social-démocratie ou d'anticommunisme qu'en présentent les Lambert et autres renégats! Le trotskysme c'est l'opposition irréductible à son propre impérialisme. Défense militaire inconditionnelle de l'URSS! Pour la révolution politique contre les bureaucraties staliniennes! Le trotskysme c'est le programme pour l'indépendance de classe du prolétariat et la prise du pouvoir. Non au front populaire d'austérité et de guerre froide! Rompez avec Mitterrand! Gouvernement ouvrier!

La LCR et le Salvador

«Solution négociée» contre victoire militaire

La LCR de Krivine, dans Rouge n°1054 (11-17 mars), se plaint du "mutisme" à l'égard des "forces populaires" d'Amérique centrale de "gouvernements qui, tel celui de François Mitterrand, les avaient un temps assuré de leur soutien". Ce soi-disant "soutien" de Mitterrand fait référence à l'initiative franco-mexicaine de 1981 en faveur d'une "solution négociée" au Salvador. La LCR avait alors salué cette initiative comme "un réel point d'appui pour la guérilla dans son combat contre la dictature" (Rouge n°1058, 19-25 mars 1982). Krivine et Cie se proclament d'ailleurs toujours (Cf. Inprecor n°142, 31 janvier) partisans du Front mondial de solidarité avec le peuple du Salvador qui, dans son appel de fondation (point 9), soutient "les propositions présentées par l'Internationale socialiste et le président du Mexique". Ceux qui, lors de la guerre du Vietnam, manifestaient aux cris de "FNL vaincra!" font maintenant la claque pour Mitterrand qui, avec sa "solution négociée", cherche à convaincre Reagan que la politique française en Amérique centrale est "plus réaliste". Quelles que soient leurs intentions, leur politique de pression sur leur gouvernement bourgeois les conduit à soutenir un programme de contre-révolution libérale "démocratique" en Amérique latine. Et cela signifie encore d'autres fleuves de sang versé par les masses salvadoriennes, qui seraient volées de la victoire pour laquelle elles combattent si héroïquement (Cf. dans ce numéro "Révolution ouvrière au Salvador!")

La déclaration franco-mexicaine est devenue aussi l'étendard des dirigeants salvadoriens du front populaire d'opposition et de ses

alliés. Salvador Samayoa, porte-parole du FDR/FMLN, a proclamé que c'était "l'événement le plus important et le plus significatif depuis l'approfondissement du conflit" (Noticias del Istmo, 1-15 septembre 1981). "Un événement capital", s'accorde le dirigeant sandiniste nicaraguayen Daniel Ortega (Barricada, 30 août 1981). Et Castro la salua comme "une initiative courageuse et humanitaire" (Granma, 15 septembre 1981).

Mitterrand et le président d'alors du Mexique, Lopez Portillo, n'ont pas de divergence avec Reagan quant à savoir si l'Amérique centrale doit "passer au communisme". Ils débattent de comment l'empêcher. Les impérialistes européens ont peur que la tactique de Reagan ne scelle définitivement le sort de la "détente". Le Mexique craint un effet boomerang qui menacerait le régime capitaliste partout dans ce qu'il appelle maintenant sa "zone d'influence naturelle". Tout en se plaçant d'un point de vue différent, le FDR/FMLN, le FSLN nicaraguayen et Castro partagent cette inquiétude, et tous veulent voir le Salvador "stabilisé" sous un régime capitaliste réformé. Une victoire militaire sur la junte salvadorienne nécessite une lutte de si grande envergure que cela pourrait être l'étincelle d'une révolution sociale qui menace les politiciens des classes moyennes du FDR et provoque cet affrontement avec l'impérialisme yankee qu'ils essayent vainement d'éviter.

Les collègues ouest-allemands de Mitterrand ont envoyé une aide financière considérable au FDR salvadorien, dont le chef, Guillermo Ungo, est un des vice-présidents de l'Internationale socialiste (IS). Les sociaux-

Suite page 10

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimibault (rédacteur en chef), Josiane Alder (réalisation), William Cazenave, Marc Delvaux, Suzanne Girard.
DIFFUSION: Jean-Luc Guillemin
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Lécuyer.

Pour toute correspondance:
- Paris: Le Bolchévik B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10 (Téléphone: 208.01.49)
- Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex. (Téléphone: 35-71.20.86)

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Espagne--A bas la campagne franquiste contre l'avortement !

L'article ci-dessous est traduit de *Women and Revolution* n°26, journal de la commission femmes du comité central de nos camarades de la Spartacist League/US.

Depuis que cet article a été écrit, le 6 mars, une manifestation nationale de 200 000 à 500 000 personnes, à l'appel de "l'Association nationale pour la défense de la vie" a fait descendre dans la rue toute la racaille réactionnaire, confirmant ainsi qu'elle a fait de l'avortement son étendard.

Il est significatif de la politique du PSOE de compromis avec la réaction, et notamment sur cette question, qu'il n'ait appelé à aucune manifestation contre cette mobilisation réactionnaire et qu'il n'ait pas participé aux manifestations pour l'avortement comme la manifestation régionale de Barcelone du 7 mars qui a rassemblé 10 000 personnes.

* * * * *

Rien n'illustre plus clairement la nature superficielle de la "réforme démocratique" dans l'Espagne d'après Franco que la question du droit à l'avortement. En janvier de cette année les magistrats de Barcelone ont condamné onze femmes pour s'être fait clandestinement avorter et un infirmier de 78 ans pour avoir pratiqué des avortements clandestins (qui remontaient à 1968). De plus, cela donne une idée de la nature dérisoire du "changement" promis par le parti socialiste, le PSOE, porté au pouvoir en octobre dernier par un raz de marée électoral, qu'il ne se propose de "dépénaliser" les avortements qu'en cas de viol, de déformation du fœtus et de danger pour la vie de la mère.

Cependant, même cette tolérance limitée pour les femmes d'avoir le droit d'éviter des naissances non désirées est violemment prise à partie par l'Eglise catholique, l'appareil militaire et l'Etat hérités de Franco. Appuyés par l'archiréactionnaire pape Jean-Paul Wojtyla, ils utilisent la question de l'avortement dans le cadre de leur campagne pour revenir à un régime bonapartiste

d'"Etat fort". Après les militaires, l'Eglise a été le principal soutien au pouvoir bourgeois dans la péninsule ibérique, à la fois sous les dictatures de Franco et de Salazar et sous les régimes semi-bonapartistes actuels. Ainsi, l'avortement, et tout particulièrement en Espagne aujourd'hui, est bien plus qu'une "question femme". Nous, trotskystes, appelons à une mobilisation de la classe ouvrière pour le droit démocratique à l'avortement. Libérez toutes les victimes des lois anti-avortement! Avortement libre et gratuit, pour toutes les femmes sans restrictions!

L'Espagne et le Portugal voisin sont deux des quelques pays européens où l'avortement reste totalement illégal. Chaque année, des avortements clandestins (estimés à 300 000) ont lieu en Espagne et 200 000 autres au Portugal, dans les conditions les plus effroyables. Une petite minorité de femmes peut bénéficier d'interventions relativement sûres en faisant un voyage coûteux et douloureux pour se rendre dans des cliniques à Amsterdam ou à Londres.

Mais ils sont si nombreux (par an, plus de 20 000 femmes espagnoles avortent en Angleterre, soit 2/3 des avortements pratiqués sur des femmes n'ayant pas la nationalité britannique) que le Harley Street de Londres est pratiquement devenu une annexe du système médical espagnol. Mais la plupart des femmes ouvrières n'ont, bien sûr, pas un tel choix. Elles sont à la merci de faiseuses d'anges. Ensuite, si elles ont assez de chance pour survivre à l'épreuve -- et chaque année plus de 3 000 femmes espagnoles n'ont pas cette chance -- l'Etat les menace d'une humiliation supplémentaire: condamnation comme "meurtrières" et sévères peines de prison.

La sévérité de la répression en Espagne contre tous ceux qui sont accusés d'avortement est réellement barbare. En mars 1982, dans la ville basque de Bilbao, le procès de onze accusés ayant mis fin à une grossesse non désirée s'est finalement tenu après cinq ans de calomnies et de dénigrement infâmes. Leur cas est devenu une cause célèbre, provoquant



Manifestation récente de femmes espagnoles pour le droit à l'avortement. L'Eglise catholique et les réactionnaires militaires et franquistes contestent violemment même les mesures minimums et insuffisantes de libération de l'avortement proposées par le PSOE au pouvoir.

des manifestations de masse quand le procureur demanda au total 100 années d'emprisonnement pour ces femmes d'un quartier ouvrier. Les féministes ont considéré comme une "victoire" l'acquittement de 9 des accusées (pour manque de preuves comme quoi elles étaient enceintes!), celui qui a pratiqué les avortements étant condamné à "seulement" 12 ans et demi de prison. En contraste, le procès, qui avait lieu en même temps, des instigateurs du coup d'Etat militaire qui s'étaient emparés des Cortes [parlement] le 23 février 1981 a laissé la plupart des officiers les plus séditeux avec des peines minimales à purger dans d'agréables garnisons.

L'EGLISE CATHOLIQUE, OPPRESSEUR DES FEMMES

L'opposition à la légalisation de l'avortement vient principalement

de l'Eglise catholique et de la droite franquiste et chrétienne-démocrate. Certaines réactions ecclésiastiques étaient absolument grotesques. L'évêque Ramon Buxarrais de Malaga écrivit une lettre macabre à un enfant pas encore né, publiée par le quotidien catholique *Ya*: "Quelqu'un, alors que tu es toujours sans défense, va écraser ton minuscule coeur, arracher tes petits yeux, et effacer ton futur sourire. Ta mère t'aura flanqué hors de son ventre!" Quand le pape polonais, violemment anticommuniste, visita l'Espagne l'an dernier quelques jours après la victoire électorale du PSOE, ce fut pour réaffirmer la position catholique de "ne pas céder" sur l'avortement, le contrôle des naissances, le divorce et les écoles paroissiales. Et le dernier éclat du Vatican -- promettant l'excommunication à ceux qui défont le pape sur l'avortement -- a été

Suite page 5

Women and Revolution
Hail Rosa Luxemburg!

Women and Revolution
Maoism and the Family...2

Women and Revolution
Women of the East
Proletarian Revolution
of Slavery

Women and Revolution
International
Women's Day 1983

Journée internationale des femmes 1983

8 mars -- A l'occasion de cette fête prolétarienne, qui à la fois honore les luttes militantes des ouvrières et exprime aussi l'engagement de l'avant-garde révolutionnaire pour la libération des femmes, rappelons le Programme de transition, document de fondation de la Quatrième Internationale de Léon Trotsky :

"Or l'époque de déclin capitaliste porte les coups les plus durs à la femme, tant comme salariée que comme ménagère. Les sections de la Quatrième Internationale doivent chercher appui dans les couches les plus opprimées de la classe

ouvrière, et, par conséquent, chez les femmes travailleuses. Elles y trouveront des sources inépuisables de dévouement, d'abnégation et d'esprit de sacrifice."

Alors que les nations impérialistes, dont la France de Mitterrand, fer de lance de la guerre froide en Europe, sous la conduite des Etats-Unis font campagne pour une guerre contre l'Union soviétique et essayent de faire payer à la classe ouvrière le prix de l'anarchie de la production capitaliste, la bourgeoisie cherche à renforcer les oppressions ancestrales de la famille et de la religion

-- confirmation éclatante par la négative de l'axiome marxiste que l'émancipation des femmes est un signe infaillible du progrès social en général. Aujourd'hui, alors que nous luttons pour reforger la Quatrième Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste, le combat pour la libération des femmes est un aspect essentiel de notre programme. Nous voulons créer des sections femmes dans les partis d'avant-garde trotskystes de masse partout dans le monde. En avant vers la libération des femmes par la révolution socialiste internationale!

Abonnez-vous!

JOURNAL DE LA COMMISSION FEMMES DE LA SPARTACIST LEAGUE/US.

15 F pour 4 numéros

Commande : Le Bolchévik
B.P. 135-10
75463 Paris cédex 10

Pour la révolution ouvrière au Salvador !

Suite de la page 1

de la province d'Usulután au sud-est du Salvador. Pendant qu'un quart de l'armée régulière était cloué au sol dans le nord par des combats violents, les insurgés de gauche fonçaient vers le sud, prenant quatre villes dans l'Usulután. Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a fait une avancée significative en déplaçant le terrain de la guerre vers cette fertile région côtière de plantations de coton, de café et de sucre. De hauts fonctionnaires militaires ont expliqué que la guerre civile sera "perdue ou gagnée" dans cette riche région agricole. La prise de Berlin a montré clairement que les insurgés de gauche peuvent gagner la guerre; les trotskystes disent: "En avant vers San Salvador!"

Simultanément, 1600 soldats américains s'engagèrent avec 4000 soldats honduriens dans des "manoeuvres" à proximité de la frontière nicaraguayenne. L'opération est la plus importante d'une série d'exercices militaires effectués dans les Caraïbes. Elle représente une menace et une provocation explicite contre le gouvernement petit-bourgeois radical du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) au Nicaragua. Après l'opération similaire de juillet 1982, ces manoeuvres ont établi un réseau de bases et de soutien logistique préalable à une invasion de mercenaires contre-révolutionnaires (*contras*) soutenus par le Honduras et les États-Unis. Devant cette "opération secrète" au grand jour, les révolutionnaires disent: "USA, bas les pattes devant l'Amérique centrale!"

En face de la course à la guerre impérialiste pour "arrêter l'expansion du communisme" dans l'hémisphère, les dirigeants nationalistes petits-bourgeois du FSLN et le Front démocratique révolutionnaire (FDR) salvadorien supplient les "colombes" libérales de faire pression sur Reagan pour une "solution politique" du conflit en Amérique centrale. Pour expliquer son soutien à une solution négociée, le représentant démocrate Michael Barrios a déclaré: "Il devrait être clair pour toute personne lisant les journaux que notre camp n'est pas en train de gagner cette guerre" (*Washington Post*, 5 février). Mais notre camp à nous est celui des masses ouvrières et paysannes qui luttent pour se libérer de l'oppression capitaliste. Ce qui a été gagné au prix de durs combats sur les champs de bataille ne doit pas être bradé à la table de négociations. Il faut une défaite de l'armée sanguinaire pour ouvrir la voie à des gouvernements ouvriers et paysans dans toute l'Amérique centrale et à la reconstruction socialiste de l'isthme dévasté.

SALVADOR: L'ARMÉE RECULE PARTOUT

Malgré leur direction politique traître, les insurgés de gauche au Salvador ont gagné un terrain considérable depuis le début de l'année. En prenant Berlin, les guérilleros ont amené la guerre dans les régions des grands propriétaires salvadoriens, les "14 familles". En coupant l'auto-route côtière et en faisant sauter

les ponts de la Lempa, le FMLN a pratiquement coupé le pays en deux. Les guérilleros ont accru leur emprise sur les transports de coton et de sucre qui, avec le café, constituent la base économique du Salvador.

Incapable de renforcer ses troupes à Berlin, la junte, dans une tentative désespérée, a envoyé des chasseurs bombardiers pour endiguer l'avance des insurgés, tuant et blessant des centaines de civils et rasant une partie du centre de la ville.

Le gouvernement fut également obligé de reconnaître l'échec de son offensive au Morazan, dans le nord du pays. Ses 6000 soldats, appuyés par l'aviation et des hélicoptères d'assaut, ont rencontré une résistance féroce. Dans la bataille pour Meanguera, le bataillon d'élite "Atonal" (entraîné aux USA) fut obligé de battre en retraite. Le 20 janvier, la radio des insurgés a annoncé la constitution d'une brigade équipée de mortiers et de canons de 90mm récemment pris à l'armée régulière qui permettrait à la guérilla d'endommager sérieusement les forces gouvernementales dans les batailles rangées. Si ces dernières étaient capables de reprendre quelques villes le long de la route au nord de la capitale provinciale, le FMLN garde le contrôle des montagnes environnantes.

Le 26 janvier les guérilleros ont effectué un raid spectaculaire en attaquant la garnison San Carlos à San Salvador, la plus importante du pays, l'assiégeant toute la nuit. De plus, ils organisèrent des actions dans les banlieues ouvrières de la capitale. L'attaque de San Carlos n'a été repoussée que lorsque des hélicoptères d'assaut mitraillèrent les quartiers résidentiels aux alentours.

Alors que les rebelles progressaient en Usulután, le ministre de la défense ébranlé, déclarait: "Nous sommes en train de préparer ce qu'il faut pour résoudre de façon satisfaisante la situation (...)". Un "expert" impérialiste à San Salvador commentait: "Si la situation ne change pas d'ici quatre mois, le gouvernement perdra la guerre."

LE NICARAGUA SANDINISTE EST MENACÉ

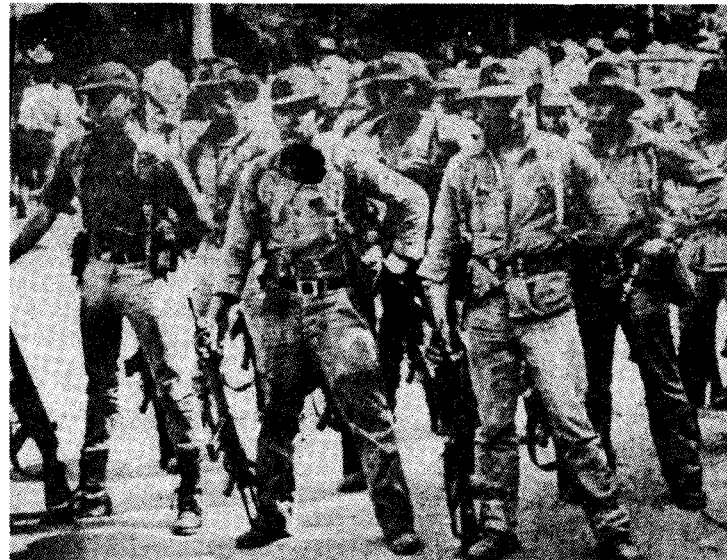
Pendant les mois qui précédaient les manoeuvres américano-honduriennes, les *contras* (en majorité d'anciens membres de la Garde nationale somoziste) ont accru leurs attaques contre le régime du FSLN. Utilisant les manoeuvres militaires comme couverture, les mercenaires somozistes ont envahi le Nicaragua en force, tentant d'établir une tête de pont dans la ville frontalière de Bismora. Dans les batailles suivantes contre l'armée sandiniste, 73 *contras* furent tués, les autres s'enfuyant pour trouver refuge au Honduras.

Ces manoeuvres, à une échelle sans précédent pour la région, incluaient quelque 20 avions de transport Hercules C130, des hélicoptères Chinook et Huey, le navire amphibie USS Spiegel et le navire logistique USS Boulder. Cette opération était supposée être une défense contre l'attaque d'une "armée rouge" venant

de "Corinthe" (dont la réelle identité n'est un mystère pour personne). Les manoeuvres comprenaient un parachutage de 600 soldats honduriens pour lever un siège à Moscoron -- la principale base d'opérations des *contras*. Elles comprenaient aussi une attaque amphibie simulée dans le port hondurien de Puerto Mompere (qui, sur le plan topographique, ressemble étrangement à la ville nicaraguayenne de Puerto Cabezas, à 90km au sud sur la côte atlantique).

Ces opérations ne sont qu'une partie de l'activité militaire croissante des USA dans la région. Au Panama, des manoeuvres ont eu lieu le 10 février pour "défendre" le canal. La réponse des sandinistes a été d'organiser une manifestation de 30000 personnes devant l'ambassade

Les combattants du FMLN après la prise de Berlin en janvier



américaine de Managua pour protester contre ces provocations. Mais le 12 janvier une foule beaucoup plus importante (100000) s'est rassemblée... pour saluer la conférence ministérielle du Mouvement des non-alignés. La grande réalisation de ce mouvement prétendument "anti-impérialiste" a été d'adopter une résolution édulcorée qui n'a pas directement critiqué les USA pour leur campagne de destabilisation et d'agression contre le Nicaragua.

Le combat pour le Nicaragua n'a pas été tranché. Les forces armées de la dictature somoziste ont fui au moment où les sandinistes entraient dans Managua. Mais le FSLN petit-bourgeois ne s'est engagé à défendre ni les formes de propriété capitalistes ni les formes de propriété prolétariennes. L'administration Reagan semble déterminée à pousser le Nicaragua sur le chemin de Cuba, malgré le désir affiché du Nicaragua d'un "chemin intermédiaire". Eden Pastora, ancien dirigeant sandiniste ("Commandant Zero"), et le capitaliste "démocratique" du Nicaragua Alfonso Robelo (membre de la junte dirigeante après Somoza et bon ami de Washington) complotent à San José, au Costa Rica. Et avec 60% de l'économie nicaraguayenne aux mains des hommes d'affaires privés et avec un appareil gouvernemental truffé d'éléments bourgeois, une "cinquième colonne" pro-capitaliste puissante existe et travaille. Une défense effective contre les attaques contre-révolutionnaires de tous bords nécessite l'expropriation de la bour-

Le Bolchévik

geoisie et une campagne pour étendre la révolution socialiste dans toute l'Amérique centrale.

ROMPEZ AVEC LE FRONT POPULAIRE! POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE!

En plein milieu des succès de l'avancée spectaculaire sur le champ de bataille au Salvador, un représentant du FDR, Ruben Zamora, tint une conférence de presse le 19 janvier à Washington pour appeler à des "négociations sans condition". Il expliquait clairement que la coalition d'opposition au Salvador ne cherche pas à gagner la guerre mais à la finir. Selon un compte-rendu du *Guardian*, journal libéral/radical (5 février): "(...) Zamora avertit que le FMLN n'essaie pas d'arriver à une victoire militaire au Salvador parce que les problèmes du pays

doivent être résolus par le dialogue, la négociation et non par (...) une solution militaire'. Gagner d'un point de vue exclusivement militaire pourrait signifier 'perdre en fin de compte'. Un des buts de la pression militaire est d'assurer que l'administration américaine acceptera finalement une solution négociée qui donnera aux forces rebelles un partage du pouvoir." Il y a eu bien d'autres déclarations de dirigeants du FDR/FMLN qui confirment que leur programme consiste réellement en une "pression militaire". Plus récemment, dans la ville de Corinto (Morazan), actuellement contrôlée par les rebelles, le commandant Miguel du groupe Resistencia Nacional aurait dit lors d'un rassemblement: "A tout moment nous sommes prêts à déposer nos armes et à finir cette guerre" (*Washington Post*, 25 janvier).

Pour les masses laborieuses salvadoriennes et pour les combattants de la guérilla qui ont déjà versé tant de sang en luttant pour libérer leur peuple de cette oligarchie rapace et de ses tueurs, cela signifierait un désastre. Mais pour les politiciens bourgeois libéraux et petits-bourgeois du FDR/FMLN, leur proposition de lutte est de gagner quelques sièges ministériels pour eux-mêmes de façon à pouvoir empêcher la possibilité d'une révolution sociale par des réformes parlementaires. La victoire militaire -- la destruction de l'armée des bouchers, le cœur de l'appareil d'Etat capitaliste -- est nécessaire pour ouvrir la voie au renversement du système bourgeois. Où serait le Nicaragua aujourd'hui si, par exemple, la tentative de dernière minute de solution négociée avait marché et si la Garde nationale était restée intacte (purgée de ses criminels les plus notoires)? Des éléments pro-impérialistes tels Robelo et Pastora seraient installés au pouvoir à Managua au lieu de traîner à Costa Rica.

Les Robelo et Pastora au Salvador sont la direction suprême du FDR/FMLN. Ils représentent l'ombre de la bourgeoisie salvadorienne dont le rôle dans une coalition de front populaire consiste à agir comme garants du système capitaliste. (Le prédécesseur de Guillermo Ungo à la tête du FDR, Enrique Alvarez Cordova, était un descendant d'une des "14 familles", les grands barons du café qui dirigent le pays depuis le siècle dernier.) Et l'opposition a plusieurs fois proposé une alliance



Cortège de la LTF à la manifestation du 5 juin 1982 (visite de Reagan): "Victoire militaire aux insurgés de gauche au Salvador", "Non à la 'solution politique' de Mitterrand/Portillo", "La défense de l'URSS et de Cuba commence au Salvador"

Espagne ...

Suite de la page 3

reproduit avec empressement en première page du journal phalangiste *El Alcazar*.

La féroce opposition de l'Eglise à l'avortement exprime son rôle de soutien principal à la famille bourgeoise en tant que bastion du conservatisme social. Aujourd'hui en Espagne l'oppression de la femme, trouvant sa racine dans la famille, est toujours proche des normes patriarcales. Encore récemment, au nom du principe de "*patria potestad*", les enfants étaient la propriété exclusive du père. Les femmes sont couramment battues par leur mari pour leur apprendre où est leur place. L'éducation secondaire pour les filles est toujours loin d'être la norme, et elle est la plupart du temps assurée par des institutions religieuses. Sous le franquisme, c'était la *Sección Femenina* du Mouvement national qui martelait dans les écoles de filles les valeurs "maternité, cuisine, Eglise". Et la mainmise de la religion sur les femmes espagnoles, et plus particulièrement en dehors des principales régions urbanisées, reste forte.

Alors que l'anticléricalisme de la classe ouvrière espagnole est légendaire, celui-ci se limite beaucoup aux hommes. Le caractère très partiel de la révolution bourgeoise espagnole n'a pas donné aux femmes les droits démocratiques formels, même les plus minimes, accordés aux femmes d'autres pays. Particulièrement dans le sud rural, les femmes ne sont pas intégrées à la force de travail, et le niveau d'alphabétisation et d'éducation est bas. Ainsi elles restent la partie la plus opprimée de la population. Mais, contrairement aux illusions de beaucoup de féministes et des pseudo-gauchistes, cela n'a pas fait des femmes espagnoles un foyer de rébellion. En effet, le PSOE a gardé un "profil bas sur le féminisme" (il a refusé de prendre une position ferme sur le droit à l'avortement) afin de gagner le vote des femmes; comme l'a admis le journal social-démocrate américain *In These Times* (26 janvier-1er février). L'oppression que les femmes subissent en fait une base potentielle pour la contre-révolution comme au Chili, où la CIA a mobilisé les femmes des classes moyennes pour "la manifestation des casseroles vides" contre le régime de gauche d'Allende.

Mais, dans un monde de plus en plus sécularisé, l'influence de l'Eglise catholique s'affaiblit même dans ses bastions traditionnels comme l'Espagne et l'Irlande. Les évêques espagnols ont publié un rapport l'année dernière déplorant la baisse de l'assistance aux messes en concluant que "*les Espagnols ont perdu leur sens du péché*". Maintenant la hiérarchie de l'Eglise aspire à un retour aux jours où le *caudillo* [l'homme fort] a dirigé "par la grâce de Dieu" et de l'armée, et elle utilise ses richesses considérables pour financer des mani-

festations réactionnaires comme les groupes "Laissez-les-vivre". Quelle hypocrisie! C'est la même Eglise qui a donné sa bénédiction sans réserve au massacre de centaines de milliers de prolétaires pendant et après la guerre civile. Les évêques espagnols ont même refusé de lire à l'église la tardive condamnation papale de Hitler et du nazisme. Et aujourd'hui, ils inscrivent l'opposition à l'avortement sur les bannières d'une nouvelle croisade anticommuniste.

LA SUPERCHERIE DU "CHANGEMENT" REFORMISTE

Le spectre d'un retour à un régime à poigne de la réaction apparaît précisément en raison de la nature limitée de la "réforme" monarchique, accomplie avec le consensus de tous les principaux partis (et tout particulièrement les communistes et les socialistes). Sept ans après la mort de Franco, le pays est secoué par une sévère crise économique, avec le taux d'inflation et de chômage le plus haut de l'Europe de l'Ouest; et la masse des petits-bourgeois apeurés ne voient pas d'issue. Aussi récemment qu'en novembre 1981, plus de 200 000 personnes se sont réunies dans le centre de Madrid pour faire le salut fasciste et chanter l'hymne phalangiste "Cara al sol". C'est seulement en octobre dernier, moins d'un mois avant les élections, qu'un "complot des capitaines" a été mâté; un "coup des colonels" et une "prise du pouvoir par les généraux" sont toujours en gestation, attendant du gouvernement du PSOE qu'il use son crédit auprès de la population. Si un tel coup d'Etat se produisait, des militants de gauche pourraient bien être envoyés au poteau d'exécution aux cris de "Non à l'avortement! Vive la mort!"

Dans les années 30, un des chevaux de bataille de la réaction espagnole contre la république fut l'opposition à la loi sur le divorce et à la constitution anticléricale. Aujourd'hui Felipe Gonzalez et ses socialistes cherchent à concilier le droit paléolithique avec "modération". Maintenant, il n'y a pas une république, mais une monarchie avec un roi qui peut décommander -- et par là même approuver -- des coups d'Etat militaires. Selon la loi sur le divorce décrétée par le gouvernement précédent de l'UCD, cela peut prendre jusqu'à 5 ans pour obtenir un jugement. Et maintenant le cabinet du PSOE se propose de permettre seulement les avortements "thérapeutiques", tout en autorisant les médecins à refuser l'opération pour raison de "conscience". Comme l'a commenté l'hebdomadaire de centre-droit *Cambio 16* (7 février), cette loi risque de "laisser chacun insatisfait sans résoudre la question de base" -- c'est-à-dire la question de savoir si 300 000 femmes espagnoles chaque année sont coupables de crime pour avoir refusé une grossesse non désirée.

Le parti communiste (PCE) avait précédemment introduit un projet

La hiérarchie catholique soutient les forces franquistes contre les républicains pendant la guerre civile. Ici des prêtres font le salut fasciste.



Ruedo Iberico

de loi essentiellement pour "rapprocher de l'Europe de l'Ouest" la législation espagnole sur l'avortement en l'autorisant pour des raisons aussi bien sociales que purement médicales. C'est bien loin de l'avortement libre et gratuit, mais le PCE a même retiré cette proposition au printemps dernier pendant le procès des comploteurs du 23 février afin de ne pas fournir de prétexte à la droite! Pendant ce temps, le reste de la gauche capitulait devant Gonzalez et ses promesses vides de "changement". Le Parti communiste catalan (PCC) "pro-soviétique", par exemple, a félicité avec effusion "nos camarades du PSOE" pour leur victoire électorale du 28 octobre et proposé un front populaire d'"union de la gauche" à la française. Quant aux pseudo-trotskyistes, la Liga Comunista Revolucionaria (LCR -- les partisans d'Ernest Mandel) a caractérisé le 28 octobre de "grande victoire", pendant que pour le Partido Socialista de Los Trabajadores (PST -- les partisans de Nahuel Moreno) c'était une "victoire ouvrière".

Il n'est pas surprenant que les pseudo-trotskyistes comme la LCR et le PST rampent devant Felipe Gonzalez; ils partagent son antisoviétisme social-démocrate. L'"extrême gauche" a été unie pour acclamer les contre-révolutionnaires polonais de Solidarnosc. (Ce n'est pas du tout l'attitude de la classe ouvrière espagnole, hostile à tout ce qui sent la domination cléricale.) La Pologne connaît l'avortement libre et gratuit depuis 1956. Cela fut ensuite combattu avec acharnement par la hiérarchie de l'Eglise, et Solidarnosc a distribué des tracts appelant à rendre l'avortement illégal. Mais cela ne devrait pas gêner le cynique PST: Moreno et Cie saluent déjà la "révolution islamique" de Khomeiny qui met les femmes sous le voile et soutiennent en Afghanistan les contre-révolutionnaires qui dirigent les mullahs et qui tuent les instituteurs communistes pour avoir appris à lire aux fillettes.

La tendance spartaciste internationale (TSI) prévient que tout soutien politique, même critique, au PSOE et à son front populaire sert seulement à lier les exploités à leurs oppresseurs, berçant les masses

avec les illusions de réforme pacifique.

LIBERATION DES FEMMES AU TRAVERS DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

Là où les réformistes des PSOE, PCE et PCC minimisent les droits des femmes en cherchant à en faire des auxiliaires féminines purement "démocratiques", là où l'"extrême gauche" capitule devant chaque mouvement féministe petit-bourgeois qui exclut les socialistes hommes et inclut les femmes bourgeoises, les trotskystes de la TSI avancent la perspective d'une section femme du parti bolchévique d'avant-garde, afin d'aider à rompre les chaînes, vieilles de plusieurs siècles, de l'oppression des femmes et de les gagner à la cause du communisme.

Emprisonnées dans les frontières étroites de la famille bourgeoise oppressive, les femmes espagnoles ont été mobilisées par les prêtres, les patrons et les grands politiciens de droite. Mais, libérées de leur emprisonnement et mobilisées autour d'un programme communiste, les femmes peuvent devenir un bastion de la révolution. Quelques-uns des chapitres les plus héroïques des luttes de la classe ouvrière espagnole ont été écrits par des femmes sur le champ de bataille: depuis les femmes d'Oviedo qui ont tenu ferme durant le soulèvement des Asturies de 1934 quand les hommes commençaient à vaciller jusqu'aux femmes de Madrid qui, sous la direction de Dolores Ibarruri du PCE et criant le mot d'ordre "*no pasaran!*" [ils ne passeront pas], se sont organisées pour verser de l'huile bouillante sur la tête des attaquants fascistes. Mais, afin de ne pas effrayer la bourgeoisie "démocratique", les staliniens ont étranglé la révolution prolétarienne en Espagne, ouvrant ainsi la porte à des décennies de dictature franquiste. Il faudra une révolution prolétarienne victorieuse afin de jeter les bases pour remplacer l'esclavage domestique des femmes par les services collectifs de la société socialiste.

-- Traduit de *Women and Revolution* n°26

aux démocrates-chrétiens de Napoléon Duarte (le boucher Duarte fut le chef de la junte meurtrière pendant les deux premières années de cette guerre civile). Mais la réponse n'est pas seulement de virer les Ungo et les Zamora. Tout le FDR/FMLN, front populaire, s'est engagé pour un programme consistant à réformer (et sauvegarder) le capitalisme au Salvador. La réelle force pour la révolution en Amérique centrale, c'est la classe ouvrière. Il est révélateur que, pendant la dernière offensive d'octobre 1982 jusqu'à présent, les insurgés de gauche n'aient tenté aucune sorte d'action par la classe ouvrière à San Salvador ou ailleurs. De plus, les deux reculs significatifs du FMLN (l'échec de l'offensive générale/"finale" de janvier 1981, et les élections truquées du régime en mars 1982) étaient dus au fait qu'aucun effort systématique n'était entrepris pour soulever les masses urbaines. Cependant, le prolétariat du Salvador n'a pas été passif et apolitique. Au contraire, il y eut une série de grèves générales et

de manifestations de masse entre 1978 et 1980 qui jetèrent les bases pour la présente lutte. Celles-ci ont rencontré une répression sanglante. Mais, plutôt que d'être écrasée, la combativité des masses salvadoriennes a été gaspillée dans une série sans fin d'actions d'où est absente une stratégie pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière révolutionnaire.

Déjà quelques journaux de la presse impérialiste prédisent la défaite du gouvernement au Salvador. Le *Baltimore Sun* (1er février) cite une "source occidentale" qui dit qu'au milieu de l'année "l'armée restera intacte dans les casernes mais que la guérilla contrôlera tout le pays". Néanmoins, la bataille de San Salvador est la clé et pour celle-ci le rôle des ouvriers salvadoriens combattifs est décisif. Même en dépit de la présence d'une direction front-populiste bourgeoise de la gauche, une insurrection urbaine pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire. Au moment où les ouvriers occuperaient leurs usines

et assiègeraient les casernes, une direction communiste révolutionnaire représenterait l'élément fondamental pour la victoire.

Les trotskystes sont des opposants intransigeants au bradage négocié et au programme réformiste capitaliste qui y conduit. Là où le FDR/FMLN appelle à maintenir la "libre entreprise", nous appelons à l'expropriation de la bourgeoisie (pas seulement l'oligarchie aristocratique); là où le FDR/FMLN appelle à rendre effective la réforme agraire promulguée par la junte des démocrates-chrétiens, les communistes appellent à la révolution agraire. Confisquez les haciendas!

Si le FMLN/FDR se trouvait obligé de trahir son programme de "négociations", d'écraser l'armée gouvernementale et de consolider un pouvoir basé sur la direction petite-bourgeoise guérilliste/stalinienne des armées rebelles, un Etat ouvrier déformé pourrait en sortir, comme celui issu de la révolution menée par Castro à Cuba. Ce serait un formi-

dable pas en avant pour les travailleurs salvadoriens; mais l'expérience de Cuba montre que, quand un tel mouvement arrive au pouvoir, il se développe en une bureaucratie bonapartiste et nationaliste qui élimine la démocratie ouvrière et s'oppose à l'extension de la révolution au-delà de ses frontières. Au Salvador, il y a un besoin urgent d'un parti trotskyste, construit sur le programme de la révolution permanente, qui lutte pour mobiliser la classe ouvrière indépendamment de tous les secteurs de la bourgeoisie et de leurs maîtres impérialistes -- pour un gouvernement ouvrier et paysan basé sur les soviets. Il faut des partis trotskystes pour diriger tout le prolétariat d'Amérique centrale contre les dictatures militaires, les propriétaires fonciers et les capitalistes, et étendre la lutte jusqu'au Mexique, le cœur de la puissance industrielle de l'Amérique latine et le lien unissant la révolution socialiste dans les deux Amériques.

-- Adapté de *Workers Vanguard* n°323

Elections ouest-allemandes:

La guerre froide à un tournant?

Les élections allemandes du 6 mars ont été présentées, et surtout par les porte-parole de l'impérialisme, comme un tournant possible dans la politique européenne de l'après-guerre. L'antisoviétique Mitterrand, ferme partisan de l'installation des Pershing en Europe, n'a pas hésité à intervenir en personne dans ces élections, contre le "neutralisme" allemand pour soutenir non ses collègues sociaux-démocrates du SPD mais leurs concurrents chrétiens-démocrates du CDU (Cf. "Le coq anti-soviétique au Bundestag": le Bolchévik n°37, février). En effet les chrétiens-démocrates, vainqueurs des élections, sont désignés comme les pro-OTAN loyaux; par contre l'opposition social-démocrate, qui tergiverse sur la question du déploiement (prévu à la fin de l'année) des missiles nucléaires de moyenne portée en Allemagne de l'Ouest, est de plus en plus taxée de neutraliste. C'est une grande exagération. Ayant fait campagne avec le mot d'ordre "Pour les intérêts de l'Allemagne", les sociaux-démocrates sont pourtant devenus le véhicule pour le nationalisme renaissant, exprimé en des termes autant anti-américains qu'antisoviétiques. Le nouveau nationalisme allemand de gauche (et bien sûr aussi de droite) cache les ambitions revanchardes de l'impérialisme allemand, la plus grande puissance de l'Europe capitaliste, envers les Etats ouvriers dégénérés et déformés du bloc soviétique.

La presse étrangère a naturellement concentré son attention sur l'aspect international des élections allemandes (qualifiées d'"élections des missiles"), mais cette bataille parlementaire s'est déroulée dans la situation économique la pire -- 2 millions et demi de chômeurs -- depuis l'immédiat après-guerre. Lorsqu'en automne dernier les chrétiens-démocrates ont réussi leurs manoeuvres pour renverser le social-démocrate Helmut Schmidt, le gouvernement des Kohl, Strauss et Lambsdorff, encore plus engagés à mener l'austérité, a été accueilli par les manifestations syndicales les plus importantes, les plus combattives et les plus politiques depuis des années. La Trotzistische Liga Deutschlands (TLD), section allemande de la tendance spartaciste internationale (TSI), intervint dans cette puissante action de classe avec les mots d'ordre: "Renversez le gouvernement Kohl avec des grèves de masse! Rompez avec le SPD!"

L'article ci-dessous est adapté de deux articles de Spartakist (octobre et décembre 1982), journal de la TLD, analysant le sens de ce changement et de ces manifestations.

* * * * *

Dans un contexte de menace de guerre antisoviétique et de crise internationale du capitalisme, la coalition entre les bourgeois libéraux du FDP et le parti social-démocrate s'est écroulée le 1er octobre 1982. Après 13 ans de coalitionnisme de collaboration de classe du SPD, le "modèle allemand" d'Helmut Schmidt s'est décomposé, et maintenant les chrétiens-démocrates sont au pouvoir. Les sociaux-démocrates ont divisés sur la décision à "double sens" de l'OTAN (sur le stationnement des Pershing et des missiles de croisière). En même temps, la baisse des salaires et le chômage massif ont détruit de plus en plus les illusions dans le SPD parmi de larges couches de la classe ouvrière. Lorsque le



FDP a quitté la coalition pour se jeter dans les bras du nouveau gouvernement de transition de Helmut Kohl, les Allemands de l'Ouest ne pouvaient qu'assister au changement en spectateurs passifs. Et quiconque regarde cette baudruche de 100 kilos qu'est Kohl voit surgir derrière lui Joseph Strauss attendant sa chance.

Strauss est craint et haï comme belliciste et ennemi des syndicats; il est l'incarnation de l'homme fort dont on attend qu'il achève par des manoeuvres parlementaires ce qu'il n'a pas réussi à faire lors des élections au Bundestag en 1980. Le SPD bat le fer de la peur quand il est chaud en utilisant une fois de plus le mot d'ordre "Gare à Strauss". Lorsque l'IG-Metall (syndicat de métallurgistes) caractérisa de coup contre la démocratie la façon dont le changement de pouvoir avait eu lieu à Bonn, le CDU se fit menaçant en appelant cela "une attaque fasciste de gauche". Et maintenant le CDU propose des lois contre les Verts (parti écologiste) et Alternatives (sociaux-démocrates de gauche), considérés comme "ennemis de la constitution". Au moment du débat sur le vote de confiance, Schmidt, alors chancelier, bavardait sur l'esprit de la constitution. Mais lorsque Schmidt parle de constitution, il veut parler du bureau pour la protection de la constitution (le Verfassungsschutz, la DST ouest-allemande). Le SPD au pouvoir, c'était le parti de la terreur policière et de la chasse à l'homme contre les terroristes.

Si le gouvernement de Kohl appliquait seulement les premières étapes de son programme, des dizaines de milliers d'ouvriers perdraient leurs allocations chômage. Chaque acquis social est menacé, jusqu'au paiement du salaire en cas de maladie. Le CDU prend seulement le relais où le SPD l'a laissé. Les sociaux-démocrates, qui firent leur campagne électorale de 1980 avec le mot d'ordre "Entrez dans les années 80 en toute sécurité", ont laissé deux millions de chômeurs, et quatre millions sont attendus pour l'année prochaine. Le "modèle allemand" du SPD signifie l'expulsion de centaines de milliers



de travailleurs étrangers vers leurs pays d'origine où les attendent la pauvreté et, comme en Turquie, la terreur brutale des généraux de l'OTAN. Cela signifie aussi les camps de concentration pour les réfugiés politiques à la recherche d'un asile qui fuient la terreur du Liban, du Sri Lanka et du Pakistan. Aujourd'hui, Kohl, dès sa première intervention publique, a menacé les ouvriers ["invités"] turcs de redoubler d'effort pour les chasser d'Allemagne.

La coalition entre le SPD et le FDP a été utile aux capitalistes jusqu'à ce qu'ils aient besoin d'un instrument plus fiable pour leur offensive contre la classe ouvrière. Et le SPD qui gère le capitalisme est lié aux intérêts de sa propre bourgeoisie. Pour le SPD il était plus facile de maintenir la paix sociale (en langage réformiste, "le contrat social") et de résister aux pressions de la base syndicale en désignant ses partenaires bourgeois. Mais même sans ses partenaires de coalition, il ne peut prétendre défendre les intérêts de la classe ouvrière. Il continuera sa politique ouvertement antiprolétarienne, comme Schmidt l'admettait lui-même sans fard: "La politique du gouvernement fédéral ne bougera pas d'un iota si le SPD gouverne seul" (Die Tageszeitung, 11 octobre 1982). La TLD dit: "On ne peut battre Strauss avec le SPD."

LA POLITIQUE DE DETENTE ET LE SPD COMME "PARTI DE LA PAIX"

Le changement de gouvernement à Bonn a provoqué des discussions dans le monde sur la question de savoir si la politique de détente et de commerce avec le bloc soviétique développée par Schmidt malgré l'opposition de Reagan sera poursuivie par la coalition CDU/FDP, ou si les tensions entre Bonn et Washington vont disparaître. Cependant Krupp, Mannesman, Thyssen [les géants ouest-allemands de l'acier] et surtout AEG [constructeur allemand de turbines], dont la survie dépend du commerce avec le bloc de l'Est, ne peuvent se permettre de renoncer

"au contrat du siècle", le gazoduc soviétique, par égard au fou fanatique de la première frappe qui occupe la Maison Blanche. Les mesures protectionnistes de l'impérialisme américain et l'avancée de la concurrence japonaise ont augmenté l'importance stratégique du commerce avec l'Europe de l'Est pour l'industrie de l'Allemagne de l'Ouest extrêmement dépendante de l'exportation, et ont renforcé son Drang nach Osten [avancée vers l'Est].

Mais la construction du gazoduc est avant tout le symbole de la tactique de l'impérialisme allemand visant à piller ses vieux marchés de l'Europe de l'Est, par la pénétration économique, le crédit, le commerce, et les entreprises mixtes. L'Ostpolitik du SPD [politique vers l'Est] est l'expression de la voie

Der Spiegel



choisie par la bourgeoisie allemande pour revenir sur les résultats de la Deuxième Guerre mondiale: la division de l'Allemagne et la création d'Etats ouvriers déformés en Europe de l'Est, instaurés par une révolution sociale venue d'en haut -- un cours imposé à la bureaucratie soviétique par la campagne de guerre froide de l'impérialisme américain.

Le fait que la politique de détente de la coalition entre le SPD et le FDP, nécessaire contrepartie diplomatique au commerce avec l'Est, ait prévalu sur l'anticommunisme ossifié du CDU du début des années 70, n'était pas du tout un glissement à gauche. Cela ne justifie pas non plus la politique criminelle de coexistence pacifique menée par la bureaucratie du Kremlin. L'impérialisme ne se résignera jamais à avoir été chassé d'un sixième de la planète par la révolution ouvrière et paysanne russe.

Pendant les deux dernières années, le SPD a été de plus en plus déchiré par les débats sur la décision "à double sens" de l'OTAN. Schmidt a même risqué sa chancellerie en faisant passer la décision d'implanter des missiles de moyenne portée en



Les "élections des missiles" mettent en relief la résurgence du nationalisme allemand sous son visage "gauche" pacifiste.

Allemagne de l'Ouest. Mais les manifestations contre les missiles et les menaces de Schmidt de démissionner ont reflété les divergences sur l'importance que cette question a prise à l'intérieur du SPD. Les dirigeants sociaux-démocrates de gauche ont pris part au débat en lançant la campagne contre les Pershing, et ce sont les sociaux-démocrates qui ont mobilisé 400 000 personnes contre la visite de Reagan en juin dernier. Aujourd'hui, le mouvement de la paix antisoviétique et anti-américain joue le rôle d'avant-garde pour l'*Ostpolitik* impérialiste du SPD. Le SPD essaie d'exploiter la peur justifiée à l'égard des bellicistes de Washington (dont l'ancien secrétaire d'Etat, Haig, qui voulait faire exploser une bombe atomique de "démonstration" dans la Baltique), et de diriger cette peur vers le nationalisme.

Cette face pacifiste du SPD qui permit à Schmidt de remporter en 1980 les élections au Bundestag [parlement] comme "chancelier de la paix" contre Strauss, faucon de guerre froide, reflète la force et l'indépendance accrues de l'Allemagne de l'Ouest face à l'impérialisme américain. D'allié de l'OTAN antisoviétique le plus proche de Washington dans les années 60, Bonn est devenu "un allié peu empressé". Une partie de la bourgeoisie ouest-allemande, avec le FDP pour porte-parole, opta pour la social-démocratie et la politique de détente comme la meilleure expression des intérêts capitalistes. Les buts du SPD sont encore de reconquérir l'Europe de l'Est pour l'exploitation capitaliste, tout comme à la suite de la première guerre froide quand son *Ostbüro* fut l'instrument clé pour la pénétration de la CIA dans le bloc soviétique. Il fait la même chose aujourd'hui, mais comme parti ouvrier bourgeois lié à la bourgeoisie allemande et non américaine.

L'Etat qui a pris la suite du Troisième Reich n'a jamais abandonné ses prétentions contre-révolutionnaires à l'égard de l'Allemagne de l'Est et des régions occidentales de la Pologne. Berlin-Ouest, artificiellement maintenu en vie par de massives injections financières comme avant-poste de l'OTAN au coeur de l'Allemagne de l'Est, est le symbole de ses appétits revanchards inassouvis. Mais la bourgeoisie allemande sait aujourd'hui qu'elle ne peut que perdre dans une confrontation militaire avec l'URSS. Donc elle se prépare. Sous la direction de la coalition entre le SPD et le FDP, la *Bundeswehr* impérialiste, en collaboration avec le régime d'apartheid d'Afrique du Sud et la junte argentine, a développé sa propre bombe atomique; et la social-démocratie, agent de l'impérialisme dans le mouvement ouvrier, essaie d'emprisonner le prolétariat sous la bannière du pacifisme nationaliste, de l'antisoviétisme et de l'anti-américanisme pour les intérêts des barons de l'acier et des banquiers.

C'est par-dessus tout la soi-disant "extrême gauche" du SPD qui sont les tenants les plus véhéments de la "neutralité de l'Allemagne" et de l'idéologie nationaliste de "notre Allemagne occupée". L'écho contre-révolutionnaire du nationalisme de gauche dans le mouvement de la paix de Dresde est utilisé par Eppers et Lafontaines pour appeler encore plus énergiquement au désarmement de la RDA et de l'URSS. En Pologne, ces revanchards sociaux-démocrates étaient près de leur but. L'endettement ruineux de l'économie polonaise vis-à-vis des banquiers de Francfort a conduit le pays au bord de la contre-révolution. Solidarnosc des Walesa et Wojtyla demandait l'entrée dans le Fonds monétaire international qui assure de façon impitoyable la mainmise de la haute finance internationale. La victoire de ce "syndicat"-maison de l'impérialisme au service de l'OTAN et des banquiers allemands aurait signifié le chômage massif pour les ouvriers polonais et la voie ouverte à la réunification capitaliste de l'Allemagne.

Lorsque les soldats soviétiques plantèrent le drapeau rouge sur le Reichstag de Berlin en 1945, cela aurait pu être l'étincelle de la révolution prolétarienne dans toute l'Europe. Mais les stalinien-

ont vendu l'avenir du prolétariat européen pour défendre leurs propres intérêts parasites et sceller la division de la classe ouvrière allemande. Bien que le prolétariat d'Allemagne de l'Est ait été volé du pouvoir politique, chaque ouvrier conscient doit défendre les conquêtes de l'Etat ouvrier contre les appétits revanchards de la bourgeoisie allemande et de ses laquais sociaux-démocrates qui, en domestiquant la classe ouvrière ouest-allemande après la guerre, ont fait en sorte que l'Allemagne de l'Ouest devienne le bastion anticommuniste de l'Europe contre la RDA et l'URSS. Pour la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure!

LES OUVRIERS ALLEMANDS MANIFESTENT CONTRE KOHL ET STRAUSS

Les manifestations appelées par le Deutsche Gewerkschaftsbund (DGB) -- confédération des syndicats al-

d'une confrontation directe avec Schmidt. Et voilà, lorsque la manifestation a eu lieu, les chrétiens-démocrates étaient déjà au pouvoir. Mais le nombre d'ouvriers prêts et impatients de lutter contre Kohl, Strauss et Lambsdorff [ancien ministre de l'économie du FDP] a été beaucoup plus important que prévu. A Dortmund et Stuttgart, les ouvriers les plus combattifs ont ranimé les pires frayeurs des directions syndicales réformistes. "Assez, c'est assez! La paix sociale est bel et bien finie!" Le drapeau de la TLD se détachait avec sa perspective et son programme combatif: "Renversez le gouvernement Kohl avec des grèves de masse! Rompez avec le SPD!"

Pendant cette période, non mentionnées par la presse capitaliste, isolées par le sabotage et l'absence de soutien des directions syndicales, des manifestations dans les usines, des grèves et même quelques occupations d'usines avaient lieu tous les jours l'automne

dicat-maison de l'impérialisme payé par l'OTAN et les banquiers allemands!" Nos mots d'ordre ont été bien accueillis par les postiers qui se souvenaient trop bien que les dirigeants pro-Solidarnosc du DGB avaient trahi leur grève de 1980. Et nous avons salué les ouvriers du port de Hambourg qui, malgré le boycottage, ont éteint un feu sur un cargo de charbon polonais le 10 novembre.

OUVRIERS ALLEMANDS ET IMMIGRES: MEME CLASSE, MEME COMBAT

Dans la pire des crises du capitalisme en 50 ans, des entreprises gigantesques telles qu'International Harvester, Chrysler et AEG Telefunken sont au bord de la faillite. Et comme dans les années 30, l'anarchie sauvage du marché capitaliste international se résume à la lutte entre l'impérialisme américain, une Europe

150 000 syndicalistes allemands manifestent contre les mesures d'austérité des chrétiens-démocrates à Stuttgart, le 30 octobre 1982. Les trotskystes disent: "Renversez le gouvernement de Kohl par des grèves de masse! Rompez avec le SPD!"



Spartakist



lemans) fin octobre-début novembre ont rassemblé 500 000 personnes dans les rues de l'Allemagne de l'Ouest. Les puissants bataillons de la classe ouvrière -- sidérurgistes, dockers, mineurs, métallurgistes -- formaient l'épine dorsale de ces manifestations de protestation syndicale les plus importantes en 30 ans. Se servant de la colère des travailleurs contre les attaques de la coalition entre le CDU et le FDP et de leur peur du faucon de guerre froide Strauss, la direction du DGB utilisa encore une fois des manifestations de protestation massive pour vendre le SPD aux ouvriers comme "le moindre mal". Mais elle joue avec le feu. A Stuttgart, les délégués d'atelier du syndicat de la métallurgie de Cologne avaient une pancarte où on pouvait lire: "Que faire? Pourquoi pas la grève générale!" Le dirigeant du DGB, Ernst Breit, déclarait en se tordant les mains: "Je crains pour la paix sociale dans ce pays."

Breit a raison de s'inquiéter. Les dirigeants du DGB ont été forcés d'appeler à des manifestations de masse alors que le SPD était encore au pouvoir. Ils les ont reportées au plus tard possible dans l'automne afin d'éviter l'embarrassante situation

dernier. Le 14 octobre à Kiel, 6000 dockers marchaient vers le parlement, où le nouveau premier ministre du CDU prêtait serment, aux cris de: "Barschel, on arrive!" Dans une petite ville comme Volkingen dans la Sarre, plus de 20 000 sidérurgistes manifestaient dans les rues contre les menaces de licenciements. Début novembre, les ouvriers d'une filiale de la même entreprise occupaient l'usine contre les menaces de fermeture. Les ouvriers de la Sarre et de la Ruhr savaient bien que, s'ils ne luttaient pas pour défendre leurs emplois, il n'y avait aucun avenir pour eux. Et c'est à ce moment que les bureaucrates syndicaux se mettent à parler hypocritement de "résistance maintenant".

A la suite des manifestations d'octobre, les bureaucrates du DGB organisèrent une "action", mais qui n'avait rien à voir avec une action de classe. Le 10 novembre ils appelèrent, en soutien à Solidarnosc, à un boycottage anticommuniste des produits polonais. Ce n'est pas ce qu'ont fait les trotskystes. La TLD a tenu un piquet devant la poste de Francfort avec comme mot d'ordre: "Pas de boycottage, pas de grève pour Solidarnosc, syn-

dominée par l'Allemagne et le Japon en train de se réarmer. De l'acier aux voitures et aux magnétoscopes, nous assistons à une guerre économique. Et les guerres économiques conduisent à des guerres tout court. Les travailleurs ne peuvent que perdre avec les mesures protectionnistes contre "l'impérialisme venu d'Extrême-Orient" que revendiquent les dirigeants de l'IG-Metall. Les travailleurs peuvent gagner par une lutte commune, les sidérurgistes de la Sarre se joignant à leurs frères de classe français et belges, eux aussi menacés de licenciements massifs.

L'antisoviétisme, qu'il ait une coloration de "gauche" ou de droite, le protectionnisme et le chômage qui monte en flèche (et surtout pour les jeunes), offrent un terrain favorable aux fascistes et aux racistes. 50 ans après la prise du pouvoir par les nazis, les bandes de chemises brunes, bien qu'encore petites et dispersées, perpétuent presque chaque jour des actes de terreur. Le 17 novembre, un incendie meurtrier contre dix familles turques à Thalfingen, près d'Ulm; seulement cinq jours après, une femme turque et ses trois enfants brûlés vifs à Wolfenbüttel, en Basse Saxe. Cette terreur sanglante, qui s'accompagne d'un antisémitisme croissant aux accents de pogrome de "la nuit de cristal", doit être arrêtée par des détachements d'autodéfense des ouvriers allemands et immigrés, organisés par les syndicats, pour écraser la racaille nazie.

Là encore, la bureaucratie du DGB n'a pas levé le petit doigt pour les membres étrangers de ses syndicats; elle s'est limitée à des appels moralistes "contre l'hostilité vis-à-vis des immigrés". Lorsque, à la manifestation du 1er mai de l'an dernier à Francfort, les ouvriers

Suite page 8

Elections ouest-allemandes ...

Suite de la page 7

turcs furent attaqués par des supporters sportifs que les fascistes avaient mobilisés, les dirigeants du DGB dirent aux manifestants allemands dans le meeting de masse qui a suivi de ne pas défendre leurs camarades turcs, mais de laisser partir sans problème cette racaille réactionnaire, qui cependant reçut une bonne leçon des ouvriers immigrés, seuls! Les patrons chauvins des syndicats craignent une lutte commune des ouvriers allemands et immigrés. Les travailleurs immigrés constituent environ un sixième du prolétariat industriel; ils peuvent jouer un rôle central dans la révolution, non seulement en Allemagne de l'Ouest, mais dans toute l'Europe. Ce sont les ouvriers turcs qui en 1973, pendant la grève sauvage de la Ruhr, furent les plus combattifs dans la lutte pour les débrayages et les piquets de grève. Les travailleurs immigrés savent aussi qu'ils ne peuvent rien attendre du SPD et de son "Etat social" qui, sous Schmidt, arma le boucher turc de l'OTAN, le général Evren, et qui soutint l'holocauste sioniste au Liban avec "l'aide au développement" à Israël. Les politiciens du CDU parlent d'expulser encore 800000 travailleurs immigrés. Mais c'est le SPD qui fit porter le poids de la crise du capitalisme de 1973-74 aux travailleurs immigrés, en les renvoyant à la pauvreté et à la terreur de leur pays d'origine. Les trotskystes exigent: "Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leurs familles, maintenant!"

NON A LA FRAUDE DU "MOINDRE MAL"!

Les manifestations de l'automne ont marqué le début des efforts des bureaucrates du DGB pour remettre en selle le SPD. Et la "gauche" n'est pas loin derrière. Pendant les années de la coalition, une couche considérable de sociaux-démocrates de gauche s'est développée et a essayé de faire pression sur le SPD de l'extérieur. Maintenant ils sont aussi affairés à fabriquer de nouvelles éditions des coalitions dominées par le SPD. Le soutien à la politique de coalition de Schmidt comme "le moindre mal" a toujours servi à renforcer les illusions dans la social-démocratie. Les révolutionnaires peuvent employer des tactiques de soutien critique électoral à un parti ouvrier bourgeois pour détruire ces illusions. Mais une telle tactique est automatiquement exclue quand le SPD se prononce ouvertement pour une coalition avec un parti bourgeois tel que le FDP.

Les appétits des successeurs de l'Opposition extraparlamentaire ["nouvelle gauche" ouest-allemande], de plus en plus occupés à coller des affiches électorales pour les Verts, sont exprimés ouvertement par le pseudo-trotskyste Gruppe Internationale Marxisten (GIM, la section allemande du Secrétariat unifié de Mandel). Le GIM mène campagne pour qu'une "nouvelle majorité de gauche" composée des "Verts, arcs-en-ciel, et socialistes" fassent une liste commune "pour faire pression sur un gouvernement SPD, le tolérer par opposition à un gouvernement dirigé par le CDU/CSU" (Was Tun, 30 septembre 1982). Le programme du GIM aujourd'hui signifie simplement l'appel à un nouveau front populaire, dans lequel le Comte Otto von Lambsdorff et son programme d'austérité seraient échangés contre de petits Lambsdorff en salopette de couleur lavande offrant l'austérité... avec des arbres. Les Verts, prophètes profondément antiprolétariens de la croissance zéro, qui ont une composante authentiquement bourgeoise, auraient certainement gagné la sympathie de Morgenthau [secrétaire d'Etat au trésor américain après-guerre] qui avait comme plan de transformer l'Allemagne en un immense champ de pommes de terre après la Deuxième Guerre mondiale.

Le Kommunistischer Bund [KB -- Ligue communiste] va encore plus loin, en suggérant un "bloc de réforme" qui "pourra seulement exister lorsqu'il y aura des scissions massives dans le SPD et le FDP" (Arbeiterkampf, 20 septembre 1982). Une scission du FDP? Depuis quand les communistes ont-ils des tactiques pour scissionner les partis bourgeois! Le KB a-t-il réellement la perspective de détacher de leur direction "traître" les banquiers et les hommes d'affaires qui financent le FDP?

En contraste avec ces multiples appendices déclarés de la social-démocratie, le Marxistische Gruppe [MG -- Groupe marxiste] a pu se donner une image gauche avec ses manifestations anti-OTAN pendant les visites de Brejnev et de Reagan à Bonn. Leur réponse à ce changement de gouvernement, c'est: "Pas de sympathie pour le SPD!" Mais le caractère contradictoire du SPD comme parti ouvrier bourgeois reste incompréhensible à leur conception idéaliste. En l'absence d'orientation stratégique pour gagner la direction de la classe ouvrière, le MG ne voit dans les manifestations syndicales du 23 octobre rien d'autre qu'"une mobilisation électorale pour le SPD". Alors qu'avec le reste du mouvement de la "paix" il capitule à la collaboration de classe et au nationalisme du SPD, il refuse par contre d'avoir quoi que ce soit à faire avec les ouvriers sociaux-démocrates. Avec son dédain petit-bourgeois pour les acquis de la classe ouvrière ("30 ans de DGB, c'est assez!", mot d'ordre qui recevrait probablement l'approbation de Strauss), le MG s'engage sur un cours dangereusement antiprolétarien.

POUR UN PARTI TROTSKYSTE

Aucune variante de la politique de pression sur le SPD n'arrêtera le réactionnaire Strauss. La "gauche", le mouvement de la paix et les sociaux-démocrates qui cherchent maintenant une nouvelle niche, ne peuvent donner naissance qu'à un front populaire nationaliste, antiprolétarien et antisoviétique qui renforcera l'hégémonie du SPD sur le prolétariat allemand. Et ce, dans un monde où jamais ne s'est posée de façon aussi aiguë l'alternative entre le communisme international et une incroyable barbarie.

Les travailleurs des monopoles géants tels qu'AEG, menacés par des licenciements massifs et des faillites d'usines, peuvent directement mettre en question la propriété capitaliste et les patrons qui croient avoir le droit de jeter à la rue des milliers d'ouvriers. Une occupation par les ouvriers d'une grande usine serait le signal pour des occupations d'usines dans toute l'Allemagne de l'Ouest, une étincelle pour des grèves de

masse qui libéreraient la puissance énorme des syndicats dans une contre-offensive de toute la classe ouvrière. Pour contrer les appels bidons des dirigeants traîtres du DGB pour la semaine de 35 heures (dans un avenir indéterminé), des fractions communistes dans les syndicats appelleraient à des grèves tout de suite pour les 30 heures de travail payées 40, pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour la division du travail entre toutes les mains ouvrières! Une lutte pour ces revendications mettrait en échec les tentatives de division entre ouvriers allemands et immigrés, hommes et femmes, ceux qui ont du travail et ceux qui n'en n'ont pas. A travail égal, salaire égal! Même classe, même combat! Du travail pour tous! Un programme de grands travaux publics socialement utiles, contrôlé par les syndicats et avec un salaire au tarif syndical doit être gagné! Pour l'indexation complète des salaires sur le coût de la vie et pour d'importantes hausses de salaires!

Ces revendications ne pourront être réalisées que dans le cadre d'une planification économique reposant sur l'expropriation sans compensation des banques, du commerce et de l'industrie. Cela nécessite un gouvernement ouvrier -- pas le SPD à Bonn, mais un gouvernement ouvrier révolutionnaire basé sur la force organisée du prolétariat s'exprimant dans les organes de la démocratie ouvrière. En Allemagne de l'Ouest la lutte pour un gouvernement ouvrier -- la dictature du prolétariat -- est inséparable des tâches de la réunification révolutionnaire de l'Allemagne. Le prolétariat d'Allemagne de l'Ouest doit regarder les travailleurs de l'Allemagne de l'Est comme leurs alliés dans la lutte pour la révolution socialiste à l'Ouest et la révolution politique pour renverser la bureaucratie à l'Est.

Une lutte de classe combative est nécessaire -- pas la subordination aux traîtres réformistes et aux parlementaires bourgeois. Seuls les trotskystes ont un programme et une perspective ouvrant un futur pour le prolétariat allemand. Seuls les trotskystes disent la vérité à propos du SPD et refusent de soutenir toute forme de politique de coalition bourgeoise. La puissante classe ouvrière allemande, avec sa composante stratégique d'ouvriers immigrés, doit lutter pour son indépendance de classe et la gagner. Elle doit tirer les leçons de la politique de coalition du SPD; elle doit lutter pour un parti ouvrier trotskyste capable de scissionner le SPD et briser son emprise sur les travailleurs organisés.

Le conflit impérialiste sur le contrat du gazoduc est une puissante confirmation de la perspective déjà soulignée par Trotsky pendant la Première Guerre mondiale: la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Le besoin évident d'un gazoduc, même en dépit de l'irrationalité capitaliste et de la mauvaise gestion de la bureaucratie du Kremlin, est un avant-goût de la possibilité qu'ouvrirait une économie planifiée: l'utilisation de toute la puissance ouvrière, les ressources techniques et naturelles depuis la toundra sibérienne jusqu'à la péninsule ibérique. Mais ces perspectives nécessitent une lutte implacable pour que le prolétariat rompe avec le nationalisme social-impérialiste et antisoviétique du SPD.

Vingt millions d'ouvriers et paysans soviétiques sont morts dans la Deuxième Guerre mondiale pour repousser l'attaque de l'impérialisme allemand. Le prolétariat allemand a le pouvoir d'assurer qu'ils ne sont pas morts en vain et que les peuples d'Europe de l'Est n'auront plus à craindre ce monstre rapace. Nous luttons pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne, la révolution prolétarienne pour renverser la bourgeoisie à l'Ouest et la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne à l'Est. Une Allemagne ouvrière, établissant le pouvoir soviétique dans la puissance industrielle de l'Europe, serait l'étincelle pour un soulèvement révolutionnaire du prolétariat dans tout le continent, et ouvrirait la possibilité d'une économie rationnellement planifiée dans des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Traduit de Workers Vanguard n°324

Barbie ...

Suite de la page 12

Parce que Barbie, ainsi que des milliers d'autres nazis, a été engagé comme "combattant de la liberté" dans l'appareil de guerre froide américain. Klaus Barbie n'est donc qu'un -- pas même le pire -- parmi une grande quantité de nazis à avoir bénéficié de la croisade antisoviétique qui brandit régulièrement la bannière maculée de sang des "droits de l'homme". C'est parce que Barbie est un de ces nazis des "droits de l'homme" que cette affaire est un tel embarras pour les bourgeoisies impérialistes. Elle dévoile une fois de plus le réseau nazi de la CIA, l'ampleur de la collaboration de la bourgeoisie française avec les nazis, et les desseins barbares de l'impérialisme, de Bonn à La Paz.


QUI EST KLAUS BARBIE?

Aujourd'hui Barbie, emprisonné, se compare à Napoléon tout en appelant aux nombreux collaborateurs français et à l'antisémitisme partout présent. "Qu'y a-t-il à regretter?", demandait un Barbie nullement repent après avoir été démasqué en Bolivie: "Je suis un nazi convaincu (...). Je serai un millier de fois ce que j'ai été" (Newsweek, 21 février). Et c'est précisément parce qu'il était un nazi convaincu et un tueur anticommuniste fanatique qu'après la guerre le gouvernement américain le trouva utile pour ses activités d'espionnage antisoviétique. Comme plusieurs centaines, sinon milliers, de nazis, il fut sauvé par les Américains. Ils lui fournirent une fausse identité, le payèrent grassement, l'envoyèrent en Bolivie au début des années 50 et jusqu'au mois dernier réussirent à le protéger contre des poursuites.

Erhardt Babrimghaus, un ancien agent du contre-espionnage militaire américain, aujourd'hui professeur à la Wayne State University de Detroit, après l'avoir vu à la télévision, reconnu en Barbie l'homme qu'il avait payé et protégé en 1948 dans l'Allemagne occupée. Babrimghaus expliqua qu'on lui avait donné l'ordre de garder Barbie dans une planque à Aubsburg, près de Munich, où il lui donnait 1700 dollars par mois (une coquette somme dans l'Europe de l'après-guerre). Babrimghaus confirme les accusations des chasseurs de nazis Serge et Beatrice Klarsfeld qui font état du refus réitéré des Américains de livrer Barbie pour qu'il soit jugé. Ils attirent l'attention sur un rapport secret de l'armée française qui montre que Barbie était employé par les services secrets américains et ouest-allemands en Bolivie (New York Times, 16 février).

Les Klarsfeld ont poursuivi Barbie en Bolivie et l'ont démasqué il y a onze ans; ils essaient depuis de le faire passer en jugement. Il avait certainement peu à craindre de l'Allemagne de l'Ouest où, en 1971, un procureur de Munich voulait classer son dossier pour "manque de preuves". Les Français qui savaient où était Barbie depuis au moins huit ans n'essayèrent pas de le faire extradier. Ce furent les USA qui s'arrangèrent pour faire sortir Barbie et sa famille d'Europe, munis pour le voyage de documents de la Croix rouge. Et les différentes juntes boliviennes qui travaillèrent en étroite collaboration avec lui ne songeaient évidemment pas à l'extrader.

Barbie est arrivé en Bolivie au début des années 50, y a pris le nom de Klaus Altmann et a développé d'étroites relations avec les fascistes locaux et les bouchers de la junte. Après 1964 il a travaillé en étroite collaboration avec la police secrète, l'instrument officiel de torture du gouvernement contre la gauche et les syndicalistes. Il avait des liens particulièrement étroits avec la Falange Socialista Boliviana (FSB), et après le coup d'Etat d'Hugo Banzer en 1971 il devint conseiller du ministre de l'intérieur. Comme le disait Barbie en 1972, la Bolivie était un endroit "rassurant" pour un vieux nazi: "Je suis un vieux national-socialiste (...). Quand je suis arrivé en Bolivie en 1951, j'ai eu la chance



SPARTAKIST 4

Reicht mit der SPD!
Räumt die Kohl-Regierung weg
durch Massenstreiks!

Für eine
Arbeiterregierung!

SPARTAKIST 4

Verdrängt DGB und Sozialdemokratie!
Für revolutionäre
Wiedervereinigung
Deutschlands!

30 F
pour 8
numéros

ABONNEZ-VOUS

au journal de la
Trotzkistische Liga Deutschlands

Commande:

Le Bolchévick - B.P. 135 - 10
75463 Paris Cédex 10

d'assister à un spectacle réconfortant: un défilé de la FSB, avec son uniforme presque identique aux nôtres. (...) plus tard j'ai eu la chance de devenir intime avec plusieurs membres du parti. (...) j'ai procuré de l'aide à ces gens" (El Diaro, 25 mai 1972).

Plus récemment Barbie a joué un rôle essentiel parmi le ramassis de nervis fascistes qui contribuèrent au succès du "putsch de la cocaïne" en 1980, putsch qui permit au général Luis Garcia Meza de s'assurer le monopole du trafic de la drogue. D'après le magazine italien *Panorama* (27 septembre 1982), Barbie dirigeait un centre nazi à La Paz et travaillait avec des groupes paramilitaires engagés dans le trafic d'armes et de drogue. Ces mercenaires fascistes avaient constitué leur propre armée de l'air, avec des cocardes représentant un aigle noir, et leur propre prison pour les tortures. Barbie avait des liens avec un groupe d'intervention spécial appelé les "Novios de la Muerte" [fiancées de la mort], en compagnie de Joaquim Fiebelkorn, accusé par la justice italienne d'avoir participé au massacre de la gare de Bologne en août 1980, massacre qui fit 85 morts et des centaines de blessés.

POURQUOI LES AMERICAINS L'ONT PROTEGE

La protection qu'ont accordée les Américains à des tueurs nazis et leur collaboration contre-révolutionnaire avec eux sont bien connues. Ce qui est exceptionnel dans l'affaire Barbie c'est qu'il se soit fait prendre après 40 ans. Elizabeth Holzman, District Attorney [procureur général] de Brooklyn, qui s'est battue pour faire passer en jugement des criminels de guerre nazis quand elle était au Congrès américain, faisait remarquer que les allégations concernant Barbie ne sont "pas nouvelles, en ce qui concerne la collaboration du gouvernement américain avec d'ex-nazis et criminels de guerre" (*Baltimore Sun*, 19 février).

L'Amérique du Sud est truffée de nazis, et à côté des crimes de guerre de certains d'entre eux ceux de Barbie ne semblent que des brouilleries. On pense que Joseph Mengele, le tristement célèbre docteur de la mort, se trouve au Paraguay, mais son extradition a été refusée. Walter Rauf, l'inventeur de la chambre à gaz mobile, aida à mettre sur pied la DINA chilienne, la police secrète de Pinochet; extradition refusée.

C'est maintenant un secret de Polichinelle que les USA ont importé des criminels de guerre nazis dans le cadre d'une politique délibérée. En 1978 un rapport gouvernemental publié par le General Accounting Office [la cour des comptes] énumère les liens de la CIA avec 22 "ex"-nazis vivant aux USA. Les véritables chiffres tournent autour de plusieurs milliers. Les USA sont un havre du "monde libre", en particulier pour les *Einsatzkommandos* SS et leurs collaborateurs administratifs, coupables de meurtres en masse. Leurs victimes craignaient ces bouchers d'Europe de l'Est plus que les nazis allemands. Les *Einsatzkommandos* massacraient chaque jour des juifs et autres "indésirables" par milliers. Comme nous l'avons écrit dans "US Imports War Criminals" ["Les USA importent des criminels de guerre"] (*Workers Vanguard* n°318, 26 novembre 1982): "Au lieu de servir le Troisième Reich, ils continuent leur subversion anticommuniste au bénéfice d'un soi-disant Monde libre." C'est ainsi que les experts en affaires russes d'Hitler sont devenus ceux de Truman.

La collaboration la plus spectaculaire entre les USA et les nazis après la guerre a été le recrutement de tout le réseau d'espionnage antisoviétique par le truchement de son chef, le général de la *Wehrmacht* Rheinhard Gehlen. L'organisation de Gehlen tout entière est restée intacte, et ses plans n'ont pas eu beaucoup à changer quand elle est passée du service de Hitler à celui de la CIA. L'organisation de Gehlen, qui joua un rôle essentiel dans le massacre de plus d'un million de juifs sur le front de l'Est, devint la clé du réseau d'espionnage antisoviétique de la CIA en Europe de l'Est.

Sans s'embarasser de toute la rhétorique des "droits de l'homme" de la deuxième guerre froide, Allen Dulles, chef de la CIA dans les années 50, expliquait ainsi pourquoi les USA travaillaient avec Gehlen: "Il est de notre côté et c'est tout ce qui compte. En plus il n'est pas nécessaire de l'inviter à son club" (John Loftis, *The Belaruse Secret*). (Il convient de remarquer que c'est dans le recrutement d'ex-nazis pour des activités antisoviétiques après la guerre qu'Henry Kissinger fit ses premières armes dans les activités clandestines [*Atlantic Monthly*, décembre 1982].)

LA COLLABORATION ET LE MYTHE DE LA RESISTANCE

Pour les Français, "l'affaire Barbie" fait remonter à la surface l'histoire embarrassante de la collaboration avec les nazis. Pour la bourgeoisie, elle ressuscite un morceau d'histoire qui ferait mieux de rester dans l'oubli:



En haut, le camp de la mort de Drancy, contrôlé par l'administration française. La police de Vichy apporta aux nazis une aide décisive à la "solution finale" en France et à la répression des antinazis.



Arch. Tallandier.

"Les démons exhumés", titre le *Figaro*.

Le gouvernement Mitterrand parle d'un procès pour rappeler l'histoire des atrocités nazies. Mais cette rétrospective historique promet d'être vraiment hypocrite, limitée à la remise à neuf du mythe chauvin et front-populiste de la Résistance, selon lequel la France était une nation de 30 millions de patriotes en lutte contre les forces d'occupation allemandes et une poignée d'ignobles collaborateurs.

Car, en dehors de l'Europe de l'Est, c'est en France que le régime nazi a bénéficié de la plus importante collaboration. Ce n'était pas l'aide de quelques Quisling. La grande majorité de la bourgeoisie française, hantée par les grèves de masse de 1936 et le spectre de la Commune de Paris (résultat de la dernière défaite militaire de la France) préférait l'occupation à la menace d'une révolution prolétarienne. Même le Parti socialiste dut exclure les deux tiers de ses députés pour collaboration avec le régime de Pétain.

Ainsi donc Vichy, qui avait perdu

son armée mais pas sa police, se proposa comme un allié empressé du "nouvel ordre" européen. La fin de la guerre vit la bourgeoisie discréditée. Il fallut l'aide des impérialistes américains, soutenus par les partis réformistes (surtout les stalinien, en bloc avec de Gaulle dont ils renforcèrent l'autorité), pour restabiliser le capitalisme français. C'est pourquoi les procès d'après-guerre pour "collaboration" n'ont jamais été plus que des demi-mesures et pourquoi la vengeance pour les crimes de guerre reste même aujourd'hui une question tellement brûlante en France.

La question de l'extermination de 6 millions de juifs y est aussi une question explosive, car avant même que les déportations dans les camps nazis ne commencent 3 000 juifs étaient déjà morts dans les camps de concentration de Pétain. Dès ses premiers mois au pouvoir, le régime de Vichy promulga un ensemble de lois antisémites que les nazis ne lui avaient pas demandées, et en août 1942 ce fut encore

double pour la Résistance. Pas étonnant que cette affaire, qui éclata en mai 1981, n'ait pas suscité de la part de la presse un dixième de l'intérêt dont fait l'objet l'affaire Barbie!

Partie intégrante de l'establishment gaulliste, Papon est aussi complice d'autres crimes de la bourgeoisie française, et qui sont encore plus tabou: la torture et les massacres des sales guerres coloniales qu'ont menées tous les gouvernements français d'après-guerre (y compris les divers fronts populaires) de 1945 à 1962. Le 17 octobre 1961, une manifestation pacifique d'ouvriers immigrés algériens pour l'indépendance de l'Algérie fut sauvagement réprimée par la police dont le chef n'était autre que Papon. Quelque 12 000 Algériens furent arrêtés et mis dans des camps de concentration de fortune. La police ouvrit le feu à la mitrailleuse, tortura ses victimes, puis jeta les corps dans la Seine. Personne ne sait combien il y eut réellement de victimes, probablement plusieurs centaines. "Octobre à Paris" a disparu de la mémoire historique française, comme si rien n'était jamais arrivé. Et cet été Mitterrand (qui comme ministre de l'intérieur dans les premières années de la guerre d'Algérie est aussi coupable) a amnistié les derniers généraux de l'OAS.

BARBIE AURAIT DU ETRE MIS A MORT IL Y A LONGTEMPS

Il n'est par conséquent pas surprenant que Barbie se défende en affirmant que l'Etat français n'a pas le droit de le juger. Peut-être les Pays-Bas, où Barbie a aussi perpétré son sale boulot pour la Gestapo et où, en 1942, se produisit une grève générale contre la déportation des juifs, peuvent-ils mieux prétendre le juger. En tout cas nous espérons qu'en essayant de sauver sa peau Barbie impliquera autant de responsables français que possible.

Quand Klaus Barbie arriva à Lyon, la fille d'un déporté (elle-même envoyée au camp de Drancy à l'âge de cinq ans) fut arrêtée en possession d'un fusil chargé. Il est vraiment dommage qu'elle n'ait pas réussi (contrairement à Solomon Schwarzbard, un anarchiste juif qui en 1926 exécuta l'hetman ukrainien Petlioura, responsable de pogromes de masse pendant la guerre civile russe; Schwarzbard fut acquitté au cours d'un procès célèbre). Car il n'y a aucun doute: Barbie mérite la mort.

La droite se sert cependant de l'affaire Barbie pour lancer une campagne pour rétablir la peine de mort. En tant que communistes nous sommes contre la peine de mort. Mais nous savons qu'il y a beaucoup d'exécutions justifiées après une guerre sanglante. Un tribunal composé de leurs victimes survivantes devrait décider du sort de criminels de guerre comme Barbie. Il devrait être jugé par les juifs de Buchenwald et d'Auschwitz, les Français torturés à Lyon, les communistes et les socialistes allemands qu'il a traqués aux Pays-Bas. Mais même cet acte élémentaire de justice ne viendra pas de l'Etat bourgeois, front populaire ou pas.

N'ait été l'opération de récupération des services de renseignement américains, Barbie aurait été, comme il le devait, tué il y a longtemps. (Les criminels nazis qui tombèrent entre les mains des Soviétiques après la guerre avaient tous été pendus en 1946). C'est là le point le plus important de l'affaire Barbie: les impérialistes anticommunistes ont besoin de leurs Barbie et de leurs Mengele. La CIA ne recrute pas seulement les fascistes du passé, mais aussi ceux de l'avenir. L'impérialisme, contre-révolutionnaire et antisoviétique, ne peut faire autrement.

Ce n'est même pas une demi-mesure de justice pour tous ses crimes que de voir l'Etat français envoyer maintenant Barbie à la mort ou dans l'équivalent français de la prison de Spandau [où est incarcéré le nazi Rudolf Hess]. Justice ne sera faite que quand la révolution socialiste mettra fin au pouvoir de la bourgeoisie et balayera enfin pour toujours sa terreur fasciste de la surface de la terre.

Traduit de *Workers Vanguard* n° 324

Grève...

Suite de la page 12

ont été détournées vers des revendications plus limitées, et surtout elles ont été bradées par les fédérations syndicales qui ont tout fait pour empêcher leur extension aux autres usines. En plein milieu de la grève de Flins, le dirigeant du PCF Leroy se pointa à Renault-Cléon et n'y dit pas un seul mot sur les grèves, abreuvant les militants du PCF et autres syndicalistes rassemblés là avec un baratin sur les municipales.

L'appareil du front populaire joue tout à fait consciemment le rôle de désorganisation et de démoralisation des mouvements des masses. Après les débrayages combattifs de Flins le 22 février, la CFDT comme la CGT refusèrent de donner de consigne pour le lendemain, s'abritant derrière des formules vagues et creuses comme "les travailleurs doivent décider eux-mêmes ce soir" -- et cela après avoir renvoyé chez eux la majorité des grévistes et refusé de convoquer une véritable assemblée générale où les tactiques de lutte auraient pu être débattues ouvertement. Ce qui aurait pu retourner la situation aurait été que les travailleurs, dès le démarrage de la grève, aient immédiatement élu des comités de grève, avec des délégués révocables à tout moment. C'est l'unique moyen de briser la résistance antirévolutionnaire des appareils réformistes. Les ouvriers de l'automobile sont pour le moment en position de force. Dirigées par des comités de grève démocratiques, ces luttes auraient pu prendre la voie vers de véritables victoires sur le patronat et le gouvernement. **Il faut chasser, exclure, mettre hors des usines ces éléments extérieurs au mouvement ouvrier que sont les gangsters qui animent la CSL! Augmentations substantielles des salaires pour tous! Suppression du salaire au rendement! Intégration des primes aux salaires! Pour une grille unique dans chaque industrie, alignée sur le plus haut barème! Pour le contrôle de la formation professionnelle par les syndicats, qui feraient tout pour assurer l'avancement des femmes, des immigrés et des autres victimes de la discrimination patronale! A travail égal, salaire égal! Contrôle syndical sur l'embauche!**

Ces comités de grève seraient l'appareil des luttes. Des tâches indispensables, comme l'organisation de piquets de grève massifs pour

arrêter véritablement la production ou l'occupation de l'usine contre les lock-outs, resteront lettre morte si les grévistes ne s'attèlent pas eux-mêmes à la lutte, au travers d'organes responsables. Un atelier en grève, toute l'usine en grève! Piquets de grève volants pour étendre la grève à d'autres usines! Ces comités de grève seraient aussi une base pour former des milices ouvrières, pour protéger les piquets de grève contre les flics et les bandes extralégales du patronat, comme celle qui a tué un ouvrier en grève à Clichy l'année dernière. Avec les fascistes qui se sentent le vent en poupe et qui voient leurs rangs grossir, et en particulier quand des flics prennent maintenant l'habitude d'abattre de sang froid de jeunes Nord-Africains, la classe ouvrière, et en particulier sa composante maghrébine et africaine, va devoir s'organiser pour se protéger.

Une lutte victorieuse des ouvriers mettrait la vermine fasciste sur la défensive et ce seraient eux qui seraient démoralisés et désorganisés. Une grève de toute l'industrie automobile devrait exiger les pleins droits



Krasucki donne le baiser de la mort à Ghazzi.

AFP

de citoyenneté pour les travailleurs étrangers, créant ainsi un indispensable lien entre la classe ouvrière organisée et les autres couches, surexploitées et affreusement opprimées, de la population immigrée, comme par exemple les Pakistanais et les Tamouls. Mitterrand s'enorgueillit de mener une politique d'immigration plus restrictive que Giscard. En tant que principal défenseur des intérêts du capitalisme français, il aimerait autant que n'importe quel politicien de droite réussir à dresser plusieurs secteurs de la classe ouvrière l'un contre l'autre. Mais les travailleurs ne doivent pas tomber dans le piège de la politique de "diviser pour régner" des

patrons. Mais l'attitude des travailleurs doit être: tous ceux qui ont réussi à entrer dans ce pays ont le droit d'y rester! L'intimidation des immigrés et les menaces d'expulsion ne peuvent que saper la capacité de la classe ouvrière à lutter ensemble contre son ennemi de classe commun.

Pour garantir que les patrons ne peuvent pas simplement s'en prendre impunément à des dirigeants de grève combattifs, il faut un syndicat fort. Non aux divisions sur des bases politiques et nationales! Ces divisions ne servent que les intérêts des patrons et les bureaucrates les exploitent pour rester en place. Pas d'unité sur le papier au sommet, mais unité à la base, dans un syndicat industriel -- quiconque travaille dans l'usine est automatiquement membre du syndicat -- dans lequel toutes les tendances du mouvement ouvrier à l'intérieur du syndicat ont le droit de s'exprimer et de se présenter à la direction du syndicat sur leur propre plate-forme. L'actuel manque de démocratie ouvrière dans les syndicats permet aux bureaucrates de contraindre plus facilement les ouvriers à accepter leurs accords

de bradage. Balayez les bureaucrates! Pour une direction de lutte de classe dans les syndicats!

Certaines organisations, comme Lutte ouvrière et la LCR prétendent s'opposer au front populaire et se présentent comme une alternative aux bureaucrates réformistes. Malgré la combativité qu'elles manifestent de temps en temps, quel est leur véritable bilan là-dessus? LO explique maintenant qu'il n'y a aucune différence entre la gauche et la droite (ce qui est juste stupide); mais, en mai 1981, son mot d'ordre était "Votez Mitterrand, sans réserve mais sans illusions". Pourquoi a-t-elle aidé le front populaire de Mitterrand à arriver au pouvoir? Parce que

de révolution socialiste. Cet argent finança une mobilisation anticomuniste de masse, y compris l'incendie de locaux du PC. Le président de la Fondation Ebert déclara: "Si nous ne nous étions pas engagés au Portugal, ce front aurait été perdu" (*Der Spiegel*, 16 avril 1979). Ce qu'il ne précisait pas, c'est que les Deutschemarks des sociaux-démocrates étaient en réalité des dollars blanchis de la CIA.

Aujourd'hui, ce désaccord sur l'Amérique centrale entre l'IS et la CIA reflète en partie les intérêts divergents des capitalistes américains et européens. La pénétration de l'IS dans "l'arrière-cour de l'Oncle Sam" est largement une retombée de la pénétration du capital ouest-allemand en Amérique latine. Mais ce n'est pas principalement pour des raisons de compétition économique que Washington et Bonn sont en mauvais termes à ce sujet. Le point d'achoppement, ce sont les intérêts divergents des capitalistes européens et américains vis-à-vis de l'URSS. Alors que Reagan et Cie veulent jouer du gros bâton en Amérique centrale et réaffirmer le rôle de gendarme global des USA, les capitalistes européens sont plus intéressés à maintenir la "détente", que ce soit pour maintenir un commerce profitable avec le bloc soviétique ou pour empêcher l'Europe centrale de devenir le premier champ de bataille de la troisième guerre mondiale.

Le soutien des sociaux-démocrates à une "solution négociée" au Salvador est, de leur propre aveu, une politique

destinée à empêcher une révolution socialiste, en remplaçant des dictatures militaires instables par des gouvernements capables de détourner le mécontentement populaire dans des voies réformistes. Ces réformistes patentés sont prêts à "prendre les armes" si nécessaire pour préserver le régime capitaliste. Il est tout à fait dans l'ordre des choses que le principal moyen d'intervention de l'IS en Amérique centrale soit la Fondation Friederich Ebert. Ebert ("Je hais la révolution comme la peste") était le dirigeant du SPD dont le gouvernement écrasa la révolution allemande de 1918-19; il fut responsable du meurtre des spartacistes allemands Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg. Aujourd'hui ils essaient d'exporter la contre-révolution "démocratique" en Amérique centrale.

Les sociaux-démocrates ne sont pas du côté de la révolution ouvrière, que ce soit en Europe ou en Amérique centrale. En reconnaissant le FDR/FMLN ils essaient de barrer la route aux communistes et de préserver ainsi le régime capitaliste. Aucune "solution politique" qui évite une révolution socialiste ne peut libérer les masses exploitées et opprimées d'Amérique centrale de la domination de l'impérialisme yankee et de la tyrannie de ses marionnettes, les dictateurs sanguinaires. Reagan, Mitterrand, bas les pattes devant l'Amérique centrale! Victoire militaire aux insurgés de gauche au Salvador! Pour des gouvernements ouvriers et paysans en Amérique centrale!

Adapté de Workers Vanguard n°292

"les masses populaires doivent faire l'expérience de la gauche". Même si les militants de LO croyaient à cet argument (il faut rappeler que les ouvriers n'avaient pas tant d'espoir que ça en Mitterrand, qui ne fut jamais un Léon Blum!), LO n'a jamais expliqué pourquoi une organisation qui se dit trotskyste devait y prendre part. Les bureaucrates du PS et du PCF peuvent très bien révéler leur propre politique traître sans front populaire. Rappelez-vous Vitry, cet abject acte raciste perpétré par le PCF en son nom propre. Enfin, le front populaire n'est pas destiné à révéler les trahisons des réformistes, mais à les dissimuler. Ce type de coalitionnisme fournit aux traîtres réformistes de la classe ouvrière un moyen commode de détourner la colère des ouvriers et de l'empêcher de converger principalement sur eux. Malgré le mécontentement de la classe ouvrière, la coalition avec la bourgeoisie permet aux bureaucrates des partis et syndicats de retenir leur base en rendant la résistance de la bourgeoisie responsable de leur propre politique. Même en Grande-Bretagne, le Labour Party est effrayé de ne pouvoir appliquer son "contrat social" d'austérité sans la solide camisole de force d'une coalition, et la possibilité d'un bloc électoral avec le parti libéral ou le parti social-démocrate est très discutée aujourd'hui. Et les conséquences du front populaire furent tragiques au Chili où, jusqu'au dernier moment, Allende a continué à essayer de maîtriser les luttes ouvrières avec l'argument qu'elles pourraient faire se détacher les "généralistes progressistes". Ainsi Marchais essaie-t-il de se dissimuler avec l'argument: bien entendu, nous n'aimons pas toujours le programme du gouvernement, mais nous ne sommes pas majoritaires dans ce gouvernement, n'est-ce pas; nous sommes donc "obligés" d'avalier tout: l'austérité, l'antisoviétisme, la défense nationale, le racisme.

La LCR a un argument encore plus condescendant pour les ouvriers: "Nous savons que Mitterrand est mauvais, mais il ne faut pas le dire aux ouvriers; ils ont encore des illusions, ils doivent se convaincre par eux-mêmes." Ici la LCR masque consciemment la question qui n'a rien à voir avec imposer un programme aux masses. Trotsky s'adressa directement à cette question à propos de la vague de grèves de 1934 qui précéda l'élection du Front populaire: "Les classes moyennes ont vu et entendu bien des programmes. Ce qu'il leur faut, c'est la confiance que ce programme sera bien réalisé. Quand le paysan se dira: 'Cette fois, il semble bien que le parti ouvrier ne reculera pas', la cause du socialisme sera gagnée (...). L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et des journalistes: c'est la haine légitime et créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur raison et leur passion. Il faut rejeter cette mensongère 'prudence' qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison." (Où va la France?)

Le problème avec tous ces faux révolutionnaires, c'est qu'ils ont beau bavarder sur les "masses", c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. La ligne officieuse de la LCR c'est qu'aujourd'hui les grèves sont "irréalistes"; mais même quand elles parlent de lutte, la LCR et LO expliquent que ça doit être des luttes pour "se faire entendre" de Mitterrand. Krivine insiste très fortement: "La politique du gouvernement s'oppose aux intérêts des travailleurs, mais ce gouvernement bourgeois est d'un genre un peu particulier: ses relations avec la classe ouvrière le rendent sensible à 'la pression' des luttes" (*Rouge* n°1053, 4-10 mars). Oui, le gouvernement de Mitterrand est un gouvernement bourgeois "un peu particulier": il est destiné à détourner plus efficacement les luttes des travailleurs en les appelant à "attendre", à "être patients" et à "avoir confiance"

LCR...

Suite de la page 2

démocrates ont évidemment une vision très différente de Reagan des intérêts occidentaux en Amérique latine. Il est absurde de voir "un Cubain ou un communiste derrière chaque buisson", expliquait Pierre Schori, l'expert es Amérique latine de l'Internationale socialiste (*Frankfurter Rundschau*, 20 février 1981).

Ils ne font ainsi que reconnaître que la révolte contre les tyrans sanguinaires soutenus par les USA est inévitable en Amérique latine, et qu'il est nécessaire de suivre le courant. Les sociaux-démocrates créèrent donc un "Comité international pour la défense de la révolution nicaraguayenne" auquel participaient des sommités comme Brandt, Mitterrand, Palme, Gonzalez et Soares; tout ce monde se réunit à Managua en juin 81 et s'engagea à se placer du côté des sandinistes face à la contre-révolution. Mais s'ils continuent à soutenir les sandinistes, leur enthousiasme pour le Salvador s'est notablement refroidi.

L'entrée des sociaux-démocrates en Amérique latine est relativement récente. Plus précisément, elle suivit directement leur massive intervention au Portugal en 1974-75. A cette époque la Fondation Ebert du SPD allemand fit parvenir des millions de Deutschemarks au Parti socialiste de Soares afin de prévenir la menace

dans "leur" majorité à l'Assemblée nationale et dans "leurs" ministres! Ainsi, alors que la condition de la victoire du prolétariat est précisément la liquidation de sa direction actuelle, la LCR n'a pas appelé à des comités de grève pour offrir une structure de direction alternative pour les ouvriers en lutte; elle a au contraire appelé à une manifestation devant le ministère du travail -- tactique de "pression" par excellence, qui "apprend" aux ouvriers que leur salut réside en Mitterrand.

Il serait évidemment erroné de croire que l'on puisse simplement, à un jour et une heure donnés, faire appel aux masses prolétariennes pour faire grève, rejeter leur direction actuelle ou élire des comités de grève. Ce serait une façon purement bureaucratique et par conséquent stérile d'aborder la question. Les ouvriers ne peuvent élire des comités de grève que lorsqu'ils participent eux-mêmes à une action, et qu'ils éprouvent donc la nécessité d'avoir une direction révolutionnaire. Mais seul un programme qui indique cette perspective mérite d'être reconnu comme révolutionnaire, car la nécessité de libérer les masses de la direction des traîtres social-patriotes est la question brûlante aujourd'hui.

C'est la raison pour laquelle la LTF se consacre à la tâche de construire un parti trotskyste qui se battra, à la tête de la classe ouvrière, pour renverser ce système capitaliste irrationnel, lequel est prêt à mettre au rebut des régions, des couches d'ouvriers expérimentés et des industries entières, comme la sidérurgie et le charbon, dans le but de défendre les profits du petit nombre de ceux qui possèdent les usines et dont les flics ont déchaîné une véritable campagne de terreur contre les communautés immigrées. Ce qu'il faut c'est un gouvernement ouvrier qui expropriera la bourgeoisie et qui établira une économie planifiée. ■

Pleins droits ...

Suite de la page 1

main qui?", demandait-on le 14 février après qu'un flic eut tiré une balle dans la tête d'un jeune immigré de Châtenay-Malabry dont le "crime" était d'avoir oublié son casque de moto. Des dizaines et des dizaines de Nacer M'Raidi ont été froidement assassinés par les chiens de garde du capital, et aucune "épuration", aucune "formation" améliorée de la police ne changera le comportement de ces tueurs. C'est tout un système répressif.

Par crainte d'une grève dans toute l'industrie de l'automobile, les briseurs de grève sociaux-démocrates ont essayé, avec le poison du racisme, d'isoler les éléments les plus combattifs, préparant ainsi une répression massive contre les ouvriers immigrés.

Dans les usines, il faut se battre pour le contrôle par les syndicats de la formation, pour le remplacement de la hiérarchie des classifications par un système de grille unique des salaires et pour que les couches les plus opprimées rattrapent les autres travailleurs. La puissance sociale des ouvriers immigrés de l'automobile doit être utilisée au service de tous les travailleurs immigrés pour arracher les pleins droits de citoyenneté pour tous. Le mouvement ouvrier dans sa totalité doit riposter massivement contre la terreur policière. Et la mise sur pied de détachements ouvriers d'autodéfense contre les bandes fascistes est une tâche urgente pour renvoyer cette vermine dans son trou, et faire cesser les ratonnades!

C'est la droite et ses partenaires fascistes, battant le tambour de l'"insécurité" (mot de code pour "anti-immigré"), qui ont tiré les bénéfices de cette délirante campagne du gouvernement contre les soi-disant "intégristes musulmans" dans les usines. C'est dans une large mesure grâce au gouvernement qu'une crapule fasciste comme Le Pen a pu gagner jusqu'à 11% des voix dans certains quartiers de Paris. Ces scores électoraux ne reflètent pas simplement

l'écho populaire que rencontre sa démagogie raciste; ils se traduiront dans la terreur raciste, les attentats meurtriers, les ratonnades. Déjà des psychopathes racistes ont lâchement tué un maghrébin âgé de 11 ans dans un attentat à la bombe dans la cité du Baou, à Marseille.

Voilà comment la collaboration de classe du front populaire, et sa gestion, contre les intérêts de la classe ouvrière, de la crise capitaliste, ouvrent la porte à la réaction. La politique protectionniste du gouvernement, dont le PCF s'est fait le porte-parole dans la classe ouvrière sous la bannière de "Produisons français", avive les flammes du nationalisme en tentant de dresser les ouvriers contre leurs frères de classe dans les pays concurrents de l'impérialisme français.

Le gouvernement a préparé le terrain à la racaille fasciste non simplement en prenant les ouvriers étrangers comme boucs émissaires pour le chômage croissant. La campagne belliciste antisoviétique de Mitterrand lui a aussi gonflé les voiles. L'intersection entre la guerre froide et la politique intérieure anti-ouvrière se concrétise bien dans l'accueil réservé par ce gouvernement à ceux qui fuient les révolutions sociales en Indochine. Eux, et eux seuls, sont bien reçus, alors que des milliers et milliers d'autres sont refoulés ou expulsés. A Citroën, où les réactionnaires vietnamiens et cambodgiens, y compris cinquante anciens membres de la Légion étrangère, ont trouvé leur niche à Aulnay: ils servent d'auxiliaires aux gangsters du "syndicat"-maison, la CSL. Et là le ministre du travail du front populaire a pris le côté des patrons et de la CSL contre les ouvriers immigrés en lutte.

Dans tous les pays impérialistes, on trouve une population immigrée, exploitée sans pitié. Ces immigrés forment une armée de réserve industrielle à utiliser pour les tâches les plus pénibles et, souvent, à renvoyer chez eux quand ils cessent d'être nécessaires. En Allemagne de l'Ouest, ce sont des Turcs, en Grande-Bretagne des Pakistanais, Indiens et Antillais, aux USA des Latino-américains. Et même au Nigeria, pays arriéré, la bourgeoisie locale joue la carte de la xénophobie contre les travailleurs étrangers.

Le racisme du front populaire n'est pas simplement une question de démagogie électorale, même si Defferre a mené sa campagne sous le mot d'ordre "La droite: vingt ans d'immigration sauvage. Avec la gauche, enfin un contrôle vigilant dont on mesure les effets". Ce gouvernement anti-ouvrier est déjà passé aux actes. "En raison de la situation de l'emploi", (dit le gouvernement, faisant écho à Le Pen -- "deux millions d'immigrés égalent deux millions de Français au chômage"), les étrangers sont refoulés. Les démagogues racistes mentent! La proportion d'étrangers dans la population est en déclin, car l'immigration est suspendue depuis 1974 (sauf pour les regroupements familiaux et les travailleurs de la CEE). 46000 étrangers refoulés aux frontières l'année dernière et refus massif (23% des travailleurs sans papiers) de régulariser ceux qui, soumis à l'exploitation sans bornes du travail au noir, ne purent produire "des preuves d'un emploi stable". Cet arrêt de l'immigration, évidemment, n'a nullement entravé la montée du chômage! Moins de 3 travailleurs immigrés sur 10 pourraient être remplacés par des Français.

L'immigration illimitée n'est pas la solution à la pauvreté des pays sous le joug de l'impérialisme. Mais la politique d'immigration des Etats bourgeois est nécessairement chauvine et oppressive. Les marxistes révolutionnaires s'opposent donc à toute forme de contrôle de l'immigration, aussi "libérale" soit-elle. Et ceux qui ont réussi à traverser les frontières d'un pays ont le droit d'y rester et d'y jouir de tous les droits démocratiques!

Dans la lutte pour les pleins droits démocratiques, le mouvement ouvrier doit soutenir le droit des travailleurs immigrés à rester, contre toute expulsion pour activité politique ou syndicale, chômage, etc. Ils doivent

Libération immédiate des militants de gauche turcs et kurdes !

16 mars -- Hier la brigade criminelle a interpellé 50 militants de gauche turcs et kurdes; la garde à vue de cinq d'entre eux a été prolongée. Cette rafle montre que le front populaire est prêt à faire les sales besognes de son allié de l'OTAN: la junte sanguinaire turque. Il faut une riposte massive du mouvement ouvrier pour empêcher que ces militants ne se retrouvent dans les prisons des tortionnaires de la junte.

gagner un salaire égal à celui des autres travailleurs, habiter dans des logements au loyer et au confort comparables à ceux des travailleurs français (et tous doivent être améliorés), avoir droit aux mêmes services sociaux, avoir toute facilité pour apprendre le français. Là où le taux d'immigrés est relativement élevé une deuxième ou troisième langues doivent être instituées.

Les partis et syndicats réformistes mènent une concurrence pour organiser et donc contrôler ces travailleurs combattifs. Mais ils refusent de mobiliser l'immense puissance du mouvement ouvrier pour arracher les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés. Cela se voit de façon particulièrement aiguë quand on lit *Immigré*, le journal du PCF dirigé vers ces travailleurs. Le PCF y chante les louanges des lois Auroux (oui, le même qui a donné le feu vert aux licenciements à Aulnay!) qui concernent uniquement les usines. *Immigré* ne souffle mot des pleins droits de citoyenneté! Et pour une simple raison: le PCF est même contre le droit des immigrés de voter dans les élections municipales! Il dit ne pas vouloir couper les travailleurs immigrés de leur pays d'origine. Mais sa motivation chauvine se révèle clairement quand on sait qu'il demande que ces pays d'origine, déjà saignés à blanc par l'impérialisme français, couvrent les frais des services sociaux pour les immigrés (Cf. *l'Humanité*, 6 janvier 1981).

Les stalinien cherchent à grossir les rangs de la CGT avec les travailleurs immigrés, mais en dehors de l'usine ils ne s'en occupent plus! Au nom d'une lutte contre les "ghettos", ils cherchent à expulser les immigrés dans les municipalités de droite. Pendant la campagne des présidentielles de 81, la LTF avait considéré de donner un soutien critique à la candidature indépendante de Marchais, mais avec Vitry ce n'était plus possible: "[la direction du PCF] s'est servie des municipalités qu'elle gère pour faire, une fois de plus, la preuve qu'elle est prête à toutes les besognes, y compris les plus basses et les plus répugnantes, de défense de l'ordre capitaliste. Le gage de Marchais, Vitry, ne suffit pas à la bourgeoisie. Elle veut un gage plus gros, le gage décisif: la rupture avec le Kremlin. Mais pour nous le gage honteux que Marchais offre à la bourgeoisie nous suffit amplement. Son abjecte campagne de provocations racistes contre les immigrés a donné au vote Marchais un sens qu'à ce jour aucun autre

élément de la campagne du PCF n'est venu dépasser, celui d'un référendum en faveur de Vitry et de sa politique chauvine anti-immigrés. (...) aucun révolutionnaire, aucun travailleur conscient ne peut plus apporter à Marchais le moindre soutien, même le plus violemment critique" ("*Retournez les bulldozers contre la bourgeoisie*", le *Bolchévik* n°24, avril 1981). La politique du PCF à l'égard de l'immigration est la parfaite expression de la politique d'un parti passé définitivement du côté de l'ordre bourgeois, soutenant la politique colonialiste et impérialiste de sa propre bourgeoisie. En 1947, les ministres PCF votèrent les crédits pour la guerre d'Indochine. Les mêmes couvrirent les massacres de Sétif et Madagascar perpétrés par l'impérialisme français dont ils étaient les loyaux gestionnaires. Le PCF, non seulement refusa d'appeler à l'indépendance de l'Algérie et de mobiliser les ouvriers français en soutien à la lutte des Algériens, mais il vota même en 1956 les pouvoirs spéciaux au social-démocrate Guy Mollet, un soutien à l'intensification de la répression colonialiste.

Quant à l'"extrême gauche", elle se mit à la traîne pendant des années des sentiments nationalistes des immigrés, cherchant à les organiser hors des syndicats, en groupements nationaux, évitant ainsi le nécessaire combat contre le programme chauvin des réformistes dans les organisations de masse de la classe ouvrière. Aujourd'hui, les pseudo-révolutionnaires, comme la LCR, refusent toujours la lutte pour mobiliser tout le mouvement ouvrier en défense des immigrés. A la queue du front populaire, ils ont un programme de pression sur ce gouvernement anti-ouvrier et pas un programme de lutte.

Voyez, par exemple, le candidat "ouvrier-immigré" Lassana Seck de la liste LCR de Rouen. Il demande que les immigrés aient le droit "de vivre en France quand ils ont perdu leur emploi". Mais concrètement il ne propose qu'une "carte unique de 10 ans". Les véritables révolutionnaires ne sont pas contre ce qui est une réforme minimale. Mais ce n'est pas notre programme; car cela accepte le système étatique de contrôle des immigrés qui ordonne qu'on doit rendre compte à la police de tout déménagement. Ce système de "passeport intérieur" est loin d'être l'apogée de la démocratie!

La raison pour laquelle la LCR n'avance qu'une seule revendication, complètement formelle et minimaliste, est sa politique de pression parlementaire sur ce gouvernement. Comme dit Lassana Seck, "il ne faut pas hésiter à demander inlassablement des explications à la majorité PS-PC élue au parlement". La LCR revendique le droit de vote pour les travailleurs immigrés, pour ensuite leur proposer de voter... Defferre!

En réalité, la lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés est partie intégrante d'une lutte anticapitaliste contre l'austérité. On ne peut pas en finir avec l'exploitation brutale des travailleurs immigrés sans expropriation de la bourgeoisie par un gouvernement ouvrier, basé sur les organes de pouvoir ouvrier forgés dans les luttes extraparlémentaires. Seul un parti d'avant-garde trotskyste, fidèle au vieux mot d'ordre révolutionnaire "Travailleurs de tous les pays, unissez-vous!", peut arracher les masses à l'emprise du réformisme social-chauvin et conduire ces luttes à la victoire de la révolution socialiste. ■

ABONNEZ VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion: 60 F)
Etranger: mandat poste intern.

Commande :
Le Bolchévik B.P. 135-10
75463 Paris cédex 10

Brisez l'étau des bureaucrates !

Grève de toute l'industrie automobile !

13 mars -- A Carmaux, les mineurs en grève menaçaient purement et simplement d'annuler les élections municipales dans toute la région, et les Charbonnages de France reculaient, acceptant d'embaucher cent nouveaux ouvriers et d'ouvrir de nouveaux puits; un important taux d'abstention, en particulier parmi l'électorat de gauche dans les fiefs ouvriers du PCF, montre que les travailleurs en ont assez du programme d'austérité de Mitterrand; les OS d'Aulnay sont encore en ébullition, et la présence menaçante de la CSL fascisante leur rappelle tous les jours que le gouvernement Mitterrand, maintenant ouvertement raciste, n'est pas de leur côté; il ne leur manque qu'un mot d'ordre de grève, que Krasucki, apeuré, ne veut pas donner; pour paralyser l'usine en défense de leurs représentants syndicaux licenciés. Flins reste une poudrière en puissance; un travailleur y expliquait que la grève du 22 février était plus importante et plus combative que tout ce qu'on a vu depuis 68, et où, lors du défilé dans les ateliers, un ouvrier africain lançait avec exubérance "Nous sommes l'Armée rouge!". Les fascistes, enhardis par la campagne raciste du gouvernement ("A Marseille, la sécurité c'est Defferre"), font un bon score électoral sur un programme de haine raciale et de terreur contre les immigrés.

Le front populaire de Mitterrand est une alliance des partis ouvriers réformistes avec la bourgeoisie impérialiste, représentée par quelques débris des politiciens gaullistes et radicaux. Dans tous les domaines, c'est la bourgeoisie qui conserve sa liberté d'action, et qui limite brutalement celle du prolétariat.

Mais Mitterrand et ses laquais du PCF n'ont pas complètement rempli leur promesse faite à la bourgeoisie d'appliquer un programme d'austérité et d'éviter l'agitation sociale. Le mécontentement et la colère des travailleurs augmentent, et agitent l'épouvantail du retour de la droite pour empêcher les grèves ne marche plus. Bergeron, le briseur de grève patenté de Force ouvrière, a décrit le cauchemar qui hante la bourgeoisie et ses lieutenants ouvriers, les partis social-démocrate et stalinien et les appareils syndicaux: "(...) le risque de voir la grève des mineurs de Carmaux faire tache d'huile et gagner l'ensemble des bassins de France" (*le Monde*, 4 mars).

Quel dommage que ce ne soit pas le cas! Aujourd'hui ce sont les OS, en majeure partie maghrébins et africains, de l'automobile, une des seules industries à ne pas être menacées immédiatement de licenciements massifs, qui sont à l'avant-garde. Ils veulent se battre, d'Aulnay à Flins et Billancourt, et ils n'ont rien à foutre de la sollicitude des réformistes pour les profits des capitalistes français en concurrence avec leurs rivaux impérialistes, sollicitude concrétisée dans le mot d'ordre chauvin du PCF "Produisons français". Une grève de toute l'industrie automobile maintenant tiendrait les patrons à la gorge, et les ouvriers devront serrer, serrer!

André Sainjon, pour la fédération CGT de la métallurgie, déclarait que les licenciements à Aulnay étaient "l'affaire de toute la CGT" (*l'Humanité*, 3 mars). C'est le seul élément progressiste que l'on peut trouver dans le grand mensonge de la CGT, qui essaie de faire croire aux travail-



Le Bolchévik
Citroën-Aulnay, le 21 février, les OS entrent en manifestation dans l'usine, aux cris de "CSL à la poubelle!"

leurs que les délégués d'Aulnay n'ont pas été vraiment licenciés avec la "solution" de rechange, acceptée par la CGT, de la "formation professionnelle". Mais les bureaucrates ne font rien pour que se réalise la solidarité dans l'action; s'y décider serait rompre du même coup leur collaboration de classe avec la bourgeoisie. Pour les bureaucrates, les quatre ministres PCF sont plus importants qu'Akka Ghazzi et les autres délégués syndicaux CGT et CFDT mis à pied; ils offrent donc au patronat les têtes de ces dirigeants ouvriers sur un plateau d'argent. Et Ghazzi lui-même a accepté le baiser de la mort des dirigeants des défaits de la CGT quand il déclara "Vive la loi française dans les ateliers de la peur" (*le Monde*, 4 mars). **Défense des syndicats! Quand un est frappé, tous le sont! Grève de toute l'industrie automobile contre les licenciements!**

L'énorme danger consiste actuellement en ce que l'énergie combative

de ces ouvriers, dépensée par à-coups successifs dans des explosions isolées, ne finisse par faire place à l'apathie, ou que l'ignoble campagne raciste du gouvernement ne réussisse à diviser les ouvriers français d'avec leurs frères de classe immigrés, algériens, tunisiens, marocains, maliens et autres. Les grèves de cette année à Flins furent, dès leur début, une des premières tentatives sérieuses d'en finir avec le blocage des salaires; et les revendications des grévistes pour la reclassification, qui remettaient en cause toute la structure archaïque de l'avancement dans les ateliers, offraient la possibilité de porter un coup réel à la discrimination contre les ouvriers de la chaîne. A Citroën les ouvriers, à chaque manifestation, scandaient "CSL à la poubelle!", rejetant implicitement l'appel du PCF et de la CGT à faire confiance à l'Etat bourgeois pour rendre "illégaux" ces terroristes.

Mais à chaque fois les grèves
Suite page 10

Vengeance pour les victimes du boucher de Lyon !

Klaus Barbie : de la Gestapo à la CIA

Depuis quarante ans ils se souviennent et ils attendent. Les survivants et les victimes du criminel de guerre nazi Klaus Barbie attendent depuis trop longtemps que justice soit faite. Depuis quarante ans ils attendent pour venger les crimes de celui qui assassinait et torturait en masse et qui, en tant que chef de la Gestapo à Lyon entre 1942 et 1944, est responsable du meurtre de plus de 4000 personnes, de l'envoi de 8000 autres vers l'indicible horreur des camps de la mort d'Hitler et de l'arrestation et la torture de milliers d'autres: juifs, résistants et autres ennemis du Troisième Reich et de ses collaborateurs de Vichy.

Ils attendent depuis quarante ans pour mettre la main sur l'Ober-

sturmbannführer connu sous le nom de "boucher de Lyon", le sadique au fouet de cuir qui menait les séances de torture de si douloureuse mémoire: le passage à tabac à coups de nerf de boeuf jusqu'à l'évanouissement, pour être ranimé avec de l'eau glacée, frappé à nouveau, lacéré avec des lames de rasoir; l'essence versée sur les plaies pour provoquer infection et douleur; l'acide injecté dans la vessie. Ils se rappellent les résistants traînés derrière des voitures, la mort sur les crocs de boucher. Ils se rappellent les maisons brûlées avec leurs habitants. Ils se rappellent le 6 avril 1944 dans le village d'Isy, quand les hommes de Barbie, aidés par des Français, raflèrent les 41 enfants d'un orpheli-

nat juif, âgés de trois à treize ans, et les entassèrent dans des camions qui les emportèrent hurlant de peur vers les fours crématoires d'Auschwitz.

Aujourd'hui, à 69 ans, Barbie a été expulsé de Bolivie. Il est arrivé en France le 6 février pour être emprisonné à Montluc (son centre de torture de Lyon) afin de répondre de l'accusation de "crimes contre l'humanité". Mais pourquoi ses victimes et toutes celles de la barbarie nazie ont-elles dû attendre? Pourquoi Klaus Barbie -- le plus connu des criminels de guerre nazis qui aient jamais opéré en France -- a-t-il vécu confortablement depuis la fin de la guerre, poursuivant ses activités fascistes en Amérique du Sud?

Suite page 8



Damanne

De la croix gammée à la bannière étoilée: le nazi Barbie (ci-dessus à gauche, en 1943) devint pendant la guerre froide un mercenaire anti-soviétique du gouvernement américain.